

Dossier de presse
20 mars 2012

2002-2012 : l'Inrap a dix ans

Communiqué de presse

Grands chiffres

10 ans de découvertes

Évolution de la législation

Le contrat de performance

Ressources humaines

Une active politique de recherche

Axes de recherche

Avancées de l'archéologie de la Préhistoire ancienne

Avancées de l'archéologie du Néolithique

Avancées de l'archéologie de l'âge du Bronze

Avancées de l'archéologie de l'âge du Fer

Avancées de l'archéologie de l'Antiquité

Avancées de l'archéologie du Moyen Âge

Avancées de l'archéologie des Temps modernes et contemporains

Archéologie en Guyane et aux Antilles

Activité internationale

Une active politique culturelle

Expositions

Colloques

Publications grand public

Publications scientifiques

Production audiovisuelle

Site Internet et iconothèque

Partenaires et mécènes

« Nouveaux champs de la recherche » : *Archéopages* hors-série

***La France racontée par les archéologues*, aux éditions Gallimard**

Événements du 10^e anniversaire

Débat Jean-Paul Jacob – Jean-Paul Demoule

2002-2012 : l'Inrap a dix ans

L'Institut national de recherches archéologiques préventives célèbre dix années de découvertes archéologiques. De 2002 à 2011, ses archéologues auront réalisé 16 978 diagnostics sur 112 241 hectares et conduit 2 237 fouilles en France métropolitaine et dans les DOM. Cette intense activité de « sauvegarde par l'étude » du patrimoine archéologique touché par l'aménagement du territoire s'est accompagnée d'une moisson de découvertes remarquables et d'un renouvellement considérable de la connaissance du passé, du Paléolithique à la première moitié du XX^e siècle.

En 2012, l'Inrap est la plus importante structure de recherche archéologique en Europe. L'institut compte plus de 2 000 collaborateurs. Il est doté d'un budget de 168,8 M€ permettant la réalisation de 78 600 journées de diagnostic, de 186 100 journées de fouille, de 18 600 journées de recherche et de 3 700 journées de restitution des résultats au public. Ce dixième anniversaire s'accompagne d'un important programme scientifique et éditorial.

La création de l'Inrap

Créé le 1^{er} février 2002 en application de la loi sur l'archéologie préventive, établissement public placé sous la tutelle des ministères chargés de la Culture et de la Recherche, l'Inrap a une triple mission : il est opérateur de diagnostics et de fouilles ; il assure l'exploitation scientifique de leurs résultats ; il concourt à l'enseignement, à la diffusion culturelle et à la valorisation de l'archéologie.

Dix années de construction

De 2002 à 2011, l'Inrap s'est progressivement construit : organisation, gestion, ressources humaines, politiques de recherche et de valorisation culturelle... Après des débuts difficiles en 2002 et 2003, l'Inrap s'adapte au nouveau cadre instauré par la loi du 1^{er} août 2003, qui ouvre la réalisation des diagnostics aux collectivités territoriales et celle des fouilles aux opérateurs publics et privés agréés. Outre ses missions d'opérateur d'archéologie préventive, l'Inrap a une mission nationale spécifique de recherche et de diffusion de la connaissance archéologique. En 2002, l'institut se dote d'une direction scientifique et technique, puis en 2004 d'un conseil scientifique, pour mettre en œuvre ses missions de recherche. En 2004, l'Inrap élabore un projet d'établissement, à l'issue d'une large démarche participative. En 2005, l'institut se dote d'une direction du développement culturel et de la communication, pour mettre en œuvre ses missions de diffusion culturelle. La même année, l'Inrap définit ses premiers axes de recherche. En 2009, l'institut ouvre des espaces scientifiques sur Internet et entreprend la numérisation des rapports de fouille (400 rapports accessibles à ce jour). En 2010, l'Inrap élabore un plan « Reconquête aménageurs », pour mieux répondre aux aménageurs et faire face au développement de la concurrence. En 2011, l'institut signe avec l'État un contrat de performance pour les années 2011-2013. Il se voit recapitalisé à hauteur de 21 M€ pour corriger l'absence de fonds propres à sa création. La direction scientifique et technique est dotée d'un service des activités internationales et d'un service du mobilier et de la documentation archéologiques ; un service des activités subaquatiques et sous-marines est préfiguré. Enfin, l'institut crée la collection « Recherches archéologiques ». Depuis 2005, l'Inrap consent un important effort de modernisation sur sa quarantaine d'implantations territoriales, en métropole et dans

les DOM. De 2002 à 2011, pour accompagner l'accroissement de l'activité, ses effectifs passent de 1 672 à 2 323 agents (soit 2 012 équivalents temps plein fin 2011).

Dix années de recherche

En dix ans, l'Inrap a consacré 134 762 jours de travail à l'exploitation scientifique des résultats des opérations archéologiques. Le déploiement de la politique scientifique s'accompagne d'une veille méthodologique et d'une harmonisation des pratiques. Une active politique documentaire est engagée pour mettre à la disposition de la communauté scientifique les résultats des recherches. Une programmation scientifique définit des axes embrassant toutes les périodes du Paléolithique à la période moderne. Deux « enquêtes nationales » ont recensé les données récentes sur l'âge du Bronze et l'âge du Fer. *Archéopages*, revue scientifique trimestrielle de l'institut, a vu sa formule renouvelée autour du thème « Archéologie et société ». L'Inrap pilote le projet européen « Archéologie dans l'Europe contemporaine » et dirige un programme quinquennal de fouilles à Angkor. Ses chercheurs sont intervenus dans 50 pays. Près de 300 archéologues de l'Inrap appartiennent à des équipes associant l'Université et le CNRS. Ils ont publié plus de 2 000 ouvrages et articles depuis 2002.

Une active politique culturelle

Mission nouvelle de l'Inrap, la diffusion culturelle s'est développée selon un spectre très large. Pour présenter les fouilles au public, 700 « portes ouvertes » sur des chantiers et 600 conférences ont été organisées. Quarante-deux ouvrages ont été publiés à destination du grand public. 250 expositions ont été coproduites en partenariat avec les collectivités et les aménageurs. De nombreuses initiatives de production ont permis de susciter la réalisation et la diffusion de dix longs et moyens métrages documentaires, trente courts métrages et dix films d'animation. Le site internet propose plus de cent vingt reportages, douze dossiers thématiques, neuf atlas et une iconothèque donnant accès à 2 300 documents téléchargeables gratuitement ; il attire 100 000 visiteurs par mois. L'Inrap a organisé neuf colloques en partenariat avec de grandes institutions. Enfin, l'institut est à l'origine des Journées nationales de l'Archéologie, manifestation du ministère de la Culture et de la Communication, dont la 3^e édition se déroulera du 22 au 24 juin 2012.

Événements

Le 10^e anniversaire s'accompagne d'un important programme éditorial et d'événements scientifiques et culturels, avec notamment la publication en mars 2012 de *La France racontée par les archéologues*, aux éditions Gallimard, et d'un colloque sur l'archéologie de l'esclavage colonial au musée du quai Branly en mai.

Contacts

Vincent Charpentier, chef du service partenariats et relations avec les médias
Inrap, direction du développement culturel et de la communication
01 40 08 80 16 - 06 85 43 28 87 – vincent.charpentier@inrap.fr

Mahaut Tyrrell, chargée de communication médias
01 40 08 80 24 – mahaut.tyrrell@inrap.fr

Grands chiffres

16 978 diagnostics

112 241 hectares diagnostiqués

2 237 fouilles

Soit 2 514 654 jours-homme consacrés au terrain, à la recherche et à la valorisation dont : 597 168 jours de diagnostics, 1 317 736 jours de fouille, 134 762 jours de recherche, 21 104 jours de valorisation

2 320 agents au 31 décembre 2011, et 2 021 équivalents temps plein travaillés sur l'année (ETPT). En 2012, le plafond d'emploi est de 2198 ETPT.

Près de 300 archéologues actifs dans des équipes pluridisciplinaires associant l'Université et le CNRS

45 centres de recherche archéologique

2 322 publications scientifiques (articles, monographies, synthèses)

400 rapports de fouille intégralement accessibles sur Internet

700 portes ouvertes sur des chantiers

600 conférences de restitution des résultats

250 expositions

42 ouvrages grand public

50 courts et moyens métrages documentaires et 120 reportages audiovisuels sur des fouilles

2 300 documents téléchargeables sur « Images d'archéologie »

10 ans de découvertes

Parmi plus de 2 000 fouilles conduites de 2002 à 2011, 39 chantiers remarquables donnent un aperçu du champ de la recherche, des problématiques et du renouvellement des questions scientifiques opéré par l'archéologie préventive.

Un site préhistorique vieux de 200 000 ans à Tourville-la-Rivière

Les préhistoriens ont mis au jour un site occupé par des pré-Néandertaliens dans le cadre de haltes de courtes durées, il y a 200 000 ans. Des restes de faune, caractéristique d'un climat tempéré, et des silex taillés ont été découverts. Les carcasses animales, entières ou partielles, étaient charriées par la Seine et déposées sur les berges au pied d'une falaise crayeuse. Les populations pré-Néandertaliennes ont profité de cette manne et adopté des comportements de subsistance qui impliquent la mise en œuvre d'une stratégie technique et économique adéquate, proche du charognage animal. Ils ont laissé derrière eux un outillage en pierre qui correspond à la culture du Moustérien ancien (Jean-Philippe Faivre, 2010).

La boucherie néandertalienne de Caours

Il y a 125 000 ans, sous un climat chaud, Néandertal chasse et découpe rhinocéros laineux et aurochs en Picardie (Jean-Luc Loch, Pierre Antoine et Patrick Auguste, 2006).

Une halte de chasse mésolithique à Paris

Sur la rive droite de la Seine, le plus vieil habitat parisien est découvert dans le XV^e arrondissement. Il y a 9 000 ans, des chasseurs-cueilleurs nomades du Mésolithique ont établi leur halte de chasse sur ces berges (Bénédicte Souffi et Fabrice Marti, 2007).

Les tombes « chamblande » de Thonon-les-Bains

Intégralement préservée, la nécropole de Thonon-les-Bains comporte plus de 150 tombes des V^e et IV^e millénaires avant notre ère. Outre une trentaine de tombes en fosse simple, on y trouve des cistes de pierre, aux dimensions parfois imposantes, qui ont parfois fonctionné comme de véritables petits caveaux (Dominique Baudais, 2004).

Les menhirs couchés de Belz

Non loin de Carnac, des mégalithes néolithiques ont été brisés, un geste iconoclaste vieux de 4 500 ans. Ils sont enfouis dans une stratigraphie qui permet d'étudier la société qui les a érigés. L'alignement a été classé au titre des monuments historiques (Stéphan Hinguant, 2006).

À Buthiers-Boulancourt, la plus ancienne amputation

La fouille du site néolithique ancien de Buthiers-Boulancourt (Seine-et-Marne) a révélé aux archéologues le plus vieux témoignage, en France, d'une amputation réussie. Cet acte chirurgical a été pratiqué il y a 6 900 ans sur un homme âgé (Anaïck Samzun, 2010).

La dame de Villers-Carbonnel

Sur le tracé du canal Seine-Nord Europe, la fouille d'une emprise de 4,35 hectares a révélé une exceptionnelle statuette de terre cuite de 21 cm ; une représentation féminine dont on ne connaît que de rares exemples en France. Son caractère exceptionnel tient à la fois à l'intégrité de la statuette et à la rareté de ces figurations féminines au sein des ensembles du Néolithique moyen (Françoise Bostyn, 2011).

Les « tombes à char » de Vasseny

Entre 450 et 350 avant notre ère, les communautés villageoises celtes ont enterré leurs morts à Vasseny. Les quarante individus inhumés appartiennent tous à l'élite, leur richesse variant en fonction du statut social des individus. Deux hommes et une femme ont été inhumés dans trois « tombes à char » qui marquent leur appartenance au rang hiérarchique le plus élevé de leur communauté. Le mobilier qui les accompagne dans l'au-delà est spécifique de leur sexe et de leur rang au sein de la société gauloise (Sophie Desenne, 2003).

Les relégués de l'autoroute A19

À Neuville-aux-Bois, des silos de l'âge du Fer renferment des squelettes humains. Longtemps interprétée comme un signe de relégation, cette pratique serait en fait l'offrande, faite aux dieux, d'un animal à valeur symbolique et sociale et d'objets métalliques accompagnant le défunt (David Josset, 2006).

Un important village de l'âge du Fer à Lattes

Étudié sur environ trois hectares, un important village de l'âge du Fer est occupé, entre le VII^e et le V^e siècle avant notre ère, à Lattes. L'étude des vestiges fournit aujourd'hui des informations nouvelles sur l'organisation, l'évolution et la chronologie de ce village, le mode de vie et les activités de ses occupants mais aussi les échanges avec leurs voisins, les habitants du comptoir portuaire de Lattara et les Grecs de Massalia. Ces travaux archéologiques ont été récompensés par le prix « La Recherche » 2011 (Isabelle Daveau, 2010).

La cavalerie fantôme de Gondole

Huit Gaulois et leurs chevaux ont été inhumés au pied de l'*oppidum* de Gondole. Ils ont été probablement sacrifiés au décès de leur roi : une découverte sans précédent qui amène à reconsidérer les pratiques funéraires de la fin de l'âge du Fer (Ulysse Cabezuelo, 2002).

Un trésor gaulois à Laniscat

545 monnaies d'or cachées dans sa demeure par un riche Gaulois d'Armorique, appartenant à la cité des Osismes (Eddy Roy, 2007).

Nanterre, capitale des *Parisii* ?

Contrairement à l'île de la Cité, la Nanterre d'avant la conquête romaine révèle un urbanisme gaulois et devient ainsi un emplacement possible de la Lutèce gauloise décrite par César (Antide Vian, 2003).

Les origines de la Lutèce romaine

Au cœur de l'Institut Curie, non loin de l'antique *cardo maximus*, un des premiers quartiers de Lutèce est créé sous le règne d'Auguste (Didier Busson et François Renel 2006).

L'histoire de Troyes inscrite dans la cire

Les plus anciennes occupations de l'antique *Augustobona* livrent quantité de mobiliers en bois dont de rarissimes *tabulae ceratae*, tablettes cirées sur lesquelles écrivaient les Romains (Philippe Kuchler, 2006).

Le pied impérial de Clermont-Ferrand

Unique vestige d'une statue de bronze, probablement à l'effigie colossale d'un empereur romain, cette pièce a été exposée au Palazzo Grassi à Venise lors de l'exposition « Rome et les Barbares » (Guy Alfonso, 2007).

Découverte de l'atelier du potier Pistillus à Autun

Entre le I^{er} et le III^e siècle de notre ère, quantité de petites figurines en terre blanche sont produites et diffusées à travers la Gaule, voire au-delà. En Gaule romaine, plusieurs ateliers ont fabriqué en masse ces images populaires. Un des plus célèbres de ces coroplastes est Pistillus, actif à Autun, à la fin du II^e siècle et au début du III^e siècle. La mise au jour d'un four de potier, de moules, de figurines et de ratés de cuisson signés « Pistillus » confirme la présence de son officine à Autun (Stéphane Alix, 2010).

Offrandes et malédictions dans un édifice cultuel au Mans

La fouille d'un bassin antique de plus de 2 500 m² a livré aux archéologues un abondant mobilier composé d'objets de parures et de monnaies de bronze, d'argent et d'or jetés dans le bassin en offrande à quelque divinité. Six plaques de plomb soigneusement pliées y ont été exhumées. Ce sont des tablettes de « défexion », liées à des pratiques magiques antiques ayant pour objectif d'envoûter un individu. (Pierre Chevet, 2011).

Un vaste ensemble cultuel gallo-romain à Neuville-sur-Sarthe

Sur près de deux hectares, ce sanctuaire, datant des trois premiers siècles de notre ère, est composé de plusieurs temples (*fana*) de formes variées – quadrangulaires, polygonales, circulaires – reliés entre eux par des axes de circulation (chemins et galeries) (Gérard Guillier, 2010).

Les sépultures de catastrophes au cœur de la catacombe des saints Pierre et Marcellin à Rome

Au cœur de la catacombe de Pierre et Marcellin, plus de 3 000 défunts ont été inhumés lors d'une épidémie de peste, de typhus ou de variole. Les datations, entre 28 et 132 de notre ère, révèlent que ces inhumations sont antérieures à la vocation funéraire chrétienne de cette catacombe (Dominique Castex, Philippe Blanchard, 2008).

Des chevaux et des hommes à Évreux

La mise au jour de sépultures singulières mêlant cadavres d'hommes et de chevaux : une pratique funéraire inconnue en Gaule romaine (Sylvie Pluton, 2007).

Les parterres mythologiques de Nîmes

Dans un quartier de l'antique *Nemausus*, une demeure déploie deux magnifiques mosaïques aux thèmes mythologiques rares dans le monde gréco-romain (Jean-Yves Breuil, 2007).

Trois embarcations antiques à Lyon

Sur la rive droite de la Saône, la découverte de trois épaves à fond plat presque bimillénaires suscite l'enthousiasme des Lyonnais qui se déplacent en masse pour voir les archéologues dégager ces témoins exceptionnels de l'architecture fluviale à l'époque antique (Grégoire Ayala, 2003).

Un sanctuaire voué à Mithra à Angers

Les vestiges d'un *mithraeum*, sanctuaire voué au culte de Mithra, dieu d'origine indo-iranienne, ont été mis au jour à Angers. Ce culte à mystères, concurrent du christianisme, fut fortement combattu et finalement interdit par l'empereur Théodose en 392. La richesse du mobilier, la conservation des vestiges, l'importance de l'épigraphie, l'absence jusqu'à aujourd'hui de découverte de *mithraea* dans l'ouest de la France offrent des perspectives de recherche inédites touchant à la fois aux domaines de l'archéologie, de l'histoire de l'art et des religions (Jean Brodeur, 2010).

Le baptistère paléochrétien d'Ajaccio

Le baptistère, remanié à plusieurs reprises, est associé à la première cathédrale d'Ajaccio, placée sous les vocables de saint Jean et de saint Eufraise. Par son style, on en présume l'origine africaine (Daniel Istria, 2005).

L'archéologie préventive a apporté une actualité scientifique sans précédent pour la période charnière entre la fin de l'Antiquité et le début du Moyen Âge, les archéologues ayant mis au jour cinq basiliques paléochrétiennes dont les datations oscillent entre le IV^e et le V^e siècle : Arles, Marseille, Luxeuil-les-Bains, Rezé et Roanne.

Francs aristocrates de Saint-Dizier

Enfouis depuis 1 500 ans, deux hommes et une femme parés des plus riches attributs de l'élite franque ont été découverts en 2002. Qui étaient cette femme et ces hommes ? La découverte a donné lieu à l'exposition « Nos ancêtres les barbares », reconnue d'intérêt national par le ministère de la Culture et de la Communication (Marie-Cécile Truc, 2002).

La première enceinte médiévale de Paris

Sous la rue de Rivoli subsiste un long fossé en V, ultime vestige de l'enceinte du X^e ou XI^e siècle de Paris. Cette fortification de terre et de bois était constituée d'un fossé, doublé par un talus supportant probablement une palissade en bois. Seule enceinte de la capitale à n'avoir conservé aucun vestige construit, elle était la moins bien documentée. Seconde enceinte de Paris, elle se situe entre celle de la fin de l'Antiquité (début du IV^e siècle, sur l'île de la Cité) et celle de Philippe-Auguste, édifiée vers 1200, sur les deux rives (Xavier Peixoto, 2009).

L'habitat aristocratique de Pineuilh-la Motte

Conservés en milieu humide depuis plus de mille ans, les vestiges de l'habitat aristocratique de Pineuilh livrent différents états de construction et de très nombreux restes de la vie quotidienne dans un état exceptionnel : vaisselle de bois parfois peinte, nasse de saule, peignes en buis, instruments de musique, pièce d'échec (Frédéric Prodéo, 2003).

Archéologie et histoire d'Huguenin Jacquin, Bourguignon du XIV^e siècle

Un habitat médiéval de la seconde moitié du XIV^e siècle a été mis au jour à Saint-Martin-du-Mont. Les archives écrites révèlent le nom du propriétaire de cette demeure, Huguenin Jacquin, issu d'une lignée de maires du village de Cestres. Cette fouille permet d'approcher une figure rare en archéologie, celle d'un négociant rural, personnage puissant aux multiples activités : marchand, châtelain, représentant d'une communauté. Fortement ancré localement, il participe également au commerce international par l'intermédiaire de la laine, une matière première qui a fait la richesse du Châtillonnais au Moyen Âge (Patrick Chopelain, 2011).

Le château médiéval des comtes de Toulouse

Il y avait peu d'espoir de retrouver des traces significatives du « château narbonnais », emblème de la puissance des comtes de Toulouse, détruit en 1550. Il est mis au jour à l'occasion des fouilles de la cité judiciaire (Jean Catalo, 2005).

Des sépultures de catastrophe à Issoudun

Treize sépultures « de catastrophe » ont été découvertes. Elles ne peuvent être antérieures à 1649. Les squelettes ne portent aucune lésion traumatique. La présence simultanée d'hommes, de femmes et d'enfants dans des tranches d'âge à faible taux de mortalité serait, d'après les anthropologues, la signature d'une épidémie (Philippe Blanchard, 2003).

Le cimetière huguenot de Saint-Maurice

C'est notamment dans leur attitude face à la mort que catholiques et protestants se différencient le plus aux XVI^e et XVII^e siècles. Saint-Maurice, près de Paris, est le premier cimetière protestant en France à faire l'objet d'une fouille. Après la promulgation de l'Édit de Nantes, les huguenots parisiens allaient s'y faire enterrer (Jean-Yves Dufour, 2005).

Le jeu de paume de Louis XIII sous le château de Versailles

La fouille de la cour du Grand Commun du château de Versailles permet la mise au jour du jeu de paume édifié en 1630 par Louis XIII et d'une nécropole médiévale (Jean-Yves Dufour, 2007).

Les esclaves oubliés de l'île de Tromelin

Comment des montagnards malgaches, réduits en esclavage, survécurent quinze années sur un îlot désertique au cœur des cyclones de l'océan Indien, après avoir été abandonnés par les marins du navire négrier *L'Utile* en route pour la Réunion.

Archéologie des guerres de Vendée

En plein cœur du Mans, deux fosses révèlent les restes des victimes de la tuerie des 12 et 13 décembre 1793. Ils rappellent la « Virée de Galerne » et l'affrontement de 30 000 soldats républicains contre 30 000 à 60 000 Vendéens (Pierre Chevet, 2010).

Le camp napoléonien d'Étapes

Le 6^e régiment d'infanterie légère de la Grande Armée stationna à Étapes d'octobre 1803 à août 1805. Dirigé par le maréchal Ney, il faisait partie de l'armée des côtes de l'océan mise en place par Napoléon pour tenter de traverser la Manche avant le désastre de Trafalgar (Frédéric Lemaire, 2005).

De la Guerre des Gaules à la bataille d'Arras

La conquête des Gaules par les légions romaines et la guerre de 1914-1918 ont laissé leurs empreintes dans le paysage de l'Artois. Peu après la pacification gauloise, un complexe militaire romain domine l'antique cité de *Nemetacum* (Arras). 1 500 ans plus tard, c'est la bataille d'Arras. Parmi les exhumés, des membres des Royal Scots et des Lincolnshire Regiments (Gilles Prilaux et Alain Jacques, 2003).

Message in a bottle

Une lettre postée d'Oklahoma City le 15 juillet 1918 et adressée au sergent Liepman est découverte dans une bouteille sur un site mérovingien de Meurthe-et-Moselle (Marilyne Prévot et Marc Leroy, 2008).

La résurrection des statues de Joseph Tchaïkov à Baillet-en-France

Offertes par l'URSS, exposées par la CGT, détruites par Vichy, les statues du pavillon soviétique de l'exposition internationale de 1937 ont été exhumées de la glacière du château de Baillet-en-France (XVII^e siècle) dans le Val-d'Oise. Partiellement exposées lors de l'exposition « Lénine, Staline et la musique » à la Cité de la Musique, elles sont actuellement visibles dans l'exposition « Ruines et vestiges » à Guiry-en-Vexin avant de partir au musée national-centre d'art Reina Sofia à Madrid pour l'exposition « Encuentros con los 30 » (François Gentili, 2009).

Évolution de la législation

Après des crises récurrentes et de nombreux rapports sur l'organisation de l'archéologie – du rapport Soustelle de 1975 au rapport Demoule-Pêcheur-Poignant de 1998 –, et à l'issue d'un long travail législatif, le Parlement adopte, fin 2000, la loi sur l'archéologie préventive. Promulguée le 17 janvier 2001, elle confère à la discipline un statut, la consacre au rang des missions de service public et affirme qu'elle est régie par les principes applicables à la recherche scientifique. La loi prévoit la création d'un établissement de recherche et lui confie la réalisation des opérations d'archéologie préventive prescrites par l'État. Financées par une redevance, calculée et liquidée par l'Inrap, les opérations peuvent également être réalisées, à la demande de l'institut, par une collectivité territoriale pour elle-même, lorsqu'elle est dotée d'un service agréé. La loi instaure un principe de séparation entre l'État prescripteur, et l'Inrap opérateur, principe consolidé par la loi du 1^{er} août 2003.

16 janvier 2002 : décret portant statut de l'Inrap et décret relatif aux procédures administratives et financières en matière d'archéologie préventive.

1^{er} février 2002, l'Inrap est créé.

27 février 2002 : la loi relative à la démocratie de proximité étend aux collectivités territoriales dotées d'un service agréé, la possibilité de réaliser, pour elles-mêmes, des opérations d'archéologie préventive, à la demande de l'Inrap.

30 décembre 2002 : la loi de finances 2003 prévoit un abattement de 25 % sur le montant des redevances d'archéologie préventive dont le fait générateur intervient au cours de l'année 2003 (amendement « Garrigue »).

Le dispositif originel entraîne rapidement une crise financière, le financement prévu par la loi se révélant insuffisant et inéquitable. Il s'ensuit des restrictions dans les effectifs de l'Inrap, retardant les opérations sur le terrain. En 2003, le Parlement modifie le dispositif : la loi du 1^{er} août 2003 instaure deux régimes de réalisation des opérations, partagés entre l'Inrap, les services de collectivités territoriales et des opérateurs privés. Les diagnostics, financés par une nouvelle redevance, restent une prérogative publique (Inrap et collectivités), tandis que les fouilles sont ouvertes à la concurrence. L'aménageur assume la charge financière des fouilles, il en devient le maître d'ouvrage.

La loi connaît une dernière modification, en août 2004, relative à la redevance d'archéologie préventive pour corriger certains cas aberrants liés à la détermination du fait générateur de cette redevance.

Le 17 février 2009, la loi pour l'accélération des programmes de constructions et d'investissements encadre les délais des opérations d'archéologie préventive et accroît les taux de la redevance d'archéologie préventive.

28 décembre 2011 : la loi de finances rectificative pour 2011 ouvre les crédits nécessaires à la recapitalisation de l'Inrap et modifie, pour les aménagements soumis à autorisation d'urbanisme, le calcul et l'assiette de la redevance d'archéologie préventive, assise sur la taxe d'aménagement appelée à remplacer la taxe locale d'équipement.

Le contrat de performance

Signé le 8 décembre 2011 avec l'État (ministère de la Culture et de la Communication et ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche), le contrat de performance de l'Inrap est le premier contrat de cette nature pour l'institut. Il définit les orientations de sa politique pour 2011-2013.

Six axes stratégiques

Intervenant près de dix ans après la création de l'Inrap, le contrat tient compte des évolutions du paysage scientifique, culturel et économique de l'archéologie. Il est structuré en six grands axes reflétant les objectifs stratégiques de l'institut :

- améliorer la capacité de l'Inrap à répondre aux prescriptions de l'État, en demeurant la référence en termes scientifiques et techniques ;
- améliorer sa réactivité et sa compétitivité, ainsi que la qualité de service offerte aux aménageurs ;
- développer l'exploitation scientifique des résultats des fouilles tout en accélérant leur mise à disposition de la communauté scientifique ;
- consolider la politique de diffusion des connaissances archéologiques en direction de publics diversifiés, en renforçant les partenariats et en développant les ressources de mécénat ;
- parachever la construction de l'établissement tout en renforçant sa performance financière, économique et sociale ;
- inscrire l'Inrap dans une démarche globale de développement durable.

40 objectifs

Ces six axes se déclinent en 40 objectifs opérationnels, scientifiques, culturels et de gestion assignés à l'Inrap.

Pour mettre en œuvre les prescriptions archéologiques de l'État en régions :

- renforcer la capacité à répondre aux prescriptions de diagnostics ;
- développer la collaboration avec les services archéologiques de collectivités territoriales dans une logique de démultiplication et d'optimisation des moyens en volume et en compétences ;
- maintenir un équilibre entre diagnostics et fouilles tout en consolidant la position concurrentielle de l'Inrap vis-à-vis des services de collectivités territoriales et des opérateurs privés d'archéologie préventive.

Pour accroître sa réactivité et sa compétitivité :

- améliorer la qualité de service offerte aux aménageurs ;
- réduire les délais d'intervention ;
- préserver l'équilibre économique des opérations archéologiques.

Pour développer l'exploitation scientifique des résultats et accélérer leur diffusion :

- renforcer la mise à disposition de la communauté scientifique nationale et internationale des résultats des fouilles ;
- accroître la contribution de l'Inrap à la recherche et favoriser le rayonnement scientifique de l'institut ;
- approfondir les partenariats scientifiques et augmenter les financements externes.

Pour consolider la politique de valorisation en renforçant les partenariats et en développant les ressources de mécénat :

- développer la diffusion culturelle en s'appuyant sur les supports adaptés (médiation, expositions, édition, production audiovisuelle, etc.) et l'ensemble des parties prenantes (musées, CCSTI, etc.) ;
- contribuer à la politique de démocratisation culturelle de l'État ;
- renforcer les partenariats avec les institutions culturelles, développer le mécénat, consolider la notoriété et l'image de l'institut.

Pour parachever la construction de l'Inrap tout en renforçant sa performance financière, économique et sociale :

- adapter l'organisation de l'institut à ses nouveaux enjeux et poser les fondements d'une politique de ressources humaines moderne et performante ;
- renouer avec l'équilibre budgétaire et apurer sa situation financière ;
- mettre en place les outils de pilotage et de suivi de gestion ;
- poursuivre la modernisation des centres de recherches archéologiques et rendre plus performante la logistique des diagnostics et des fouilles.

Pour inscrire l'institut dans une démarche de développement durable :

- promouvoir le « pilier environnemental » en visant une réduction significative de l'empreinte écologique de l'Inrap ;
- décliner le « pilier économique » en recherchant une plus grande efficacité dans les interventions et une meilleure diffusion des enjeux de l'archéologie préventive ;
- approfondir le « pilier social » en prenant mieux en compte les objectifs internes et externes d'équité et de cohésion sociale.

32 indicateurs d'évaluation

À ces objectifs sont associés 32 indicateurs qui permettront d'apprécier leur degré d'atteinte. Ils couvrent l'ensemble des missions de l'Inrap et se rapportent notamment au taux de réalisation des prescriptions de diagnostics (nombre, hectares) ; au délai moyen de réaction entre la sollicitation de l'aménageur et la date de remise du rapport de fouille ; au nombre de publications des chercheurs de l'institut ; au nombre d'étudiants accueillis en stage ; à la fréquentation des manifestations organisées par l'Inrap ; à la maîtrise des charges fixes ; aux résultats financiers du secteur lucratif ; aux actions menées en matière de gestion des ressources humaines ; à la mise en œuvre d'un plan visant à limiter l'empreinte environnementale de l'activité de l'institut.

Instrument de dialogue et de transparence avec l'État, ce contrat renforce la position de l'Inrap au sein de l'archéologie nationale.

Ressources humaines

En application de la loi sur l'archéologie préventive, l'Inrap s'est substitué dans les droits et obligations à l'Afan à l'égard de ses personnels, devenus agents non-titulaires de l'État de droit public. En matière de ressources humaines, les années qui ont suivi la création de l'institut ont permis de consolider la gestion et les modalités de rémunération, de définir une politique de formation, de mettre en place les procédures de recrutement et de mutation, et de construire les outils de suivi des effectifs.

Afin de répondre aux besoins de l'institut, les effectifs ont évolué de plus de 40 % en dix ans s'établissant à 2 198 équivalents temps plein en 2012, dont près de 80 % sont des agents opérationnels, intervenant sur les diagnostics et les fouilles. Entre 2004 et 2006, les effectifs s'accroissent pour résorber le stock des opérations archéologiques prescrites en 2003. En 2007, 350 agents sont stabilisés en CDI. En 2010, l'Inrap expérimente le « contrat d'activité » afin de mettre en adéquation le recours ponctuel à des contractuels et la durée des opérations archéologiques. Cette expérimentation est abandonnée en mars 2011.

Avec plus de 1 350 archéologues en CDI, dont un vivier de plus de 500 responsables d'opération, l'Inrap réunit toutes les disciplines et toutes les compétences, quelles que soient les périodes. Il dispose d'une capacité d'intervention, de gestion de grands chantiers, de recherche, de synthèse, de coordination scientifique et de restitution inégale. Ces personnels ont fait l'objet d'une requalification contractuelle permettant une reconnaissance des compétences en 2009.

L'institut mobilise moyens et compétences en peu de temps, réalise simultanément de nombreuses fouilles (parfois très complexes). Cela repose sur une organisation structurée et des personnels passionnés. Leur professionnalisation n'a cessé de s'accroître grâce à l'élévation du niveau de recrutement, aux actions de formation (2,4 M€ en 2011), à la reconnaissance de nouvelles spécialités, et la création et l'animation de réseaux fonctionnels (topographes, gestionnaires de documentation, etc.).

Les conditions de travail sont une priorité à l'Inrap, dont les archéologues de terrain sont exposés à des risques spécifiques. De plus, en raison de la pyramide des âges (plus de 55 % des agents opérationnels ont plus de 45 ans), la prévention des risques professionnels constitue un axe important de la politique de l'institut, en termes d'organisation de l'activité comme de réflexion sur les métiers. Chaque agent est formé aux risques « posturaux », l'activité s'organisant autour de 75 % de temps sur le terrain et 25 % en centre de recherches archéologiques. Depuis 2005, chaque direction interrégionale est dotée d'un comité d'hygiène et de sécurité intervenant au plus près du terrain.

La déconcentration du dialogue social s'est poursuivie en 2007, dans le cadre de la consultation générale des personnels du ministère de la Culture et de la Communication, par la mise en place des comités techniques paritaires spéciaux.

Une active politique de recherche

Au-delà du diagnostic, puis de la fouille des sites menacés de destruction, la loi confie à l'Inrap une mission d'exploitation scientifique et de diffusion des résultats de ces opérations. Cette mission générale se décline en plusieurs axes débattus au sein du conseil scientifique de l'établissement (*cf.* « Axes de recherche »).

La politique de recherche concerne toutes les étapes de l'archéologie, depuis la préparation des interventions sur le terrain jusqu'à l'exploitation scientifique des résultats. Ainsi, le développement de méthodes telles que la mécanisation, l'enregistrement automatisé des données, le déploiement d'outils documentaires ont fait l'objet d'efforts importants.

Une part essentielle de la recherche consiste en la mise en commun et l'analyse des données recueillies pendant les fouilles : des programmes de recherches collectifs sont ainsi définis débouchant sur des publications élargissant les connaissances dans des domaines thématiques ou géographiques. À travers l'attribution de moyens importants (plus de 130 000 journées en dix ans), l'institut contribue à susciter ou accompagner des travaux de ses chercheurs, dont près de 300 collaborent à des équipes pluridisciplinaires associant l'Université et le CNRS.

Deux premières « enquêtes nationales » ont permis de recenser les données récentes, rarement mises en relation, sur « L'âge du Bronze et le premier âge du Fer en France » et sur « Le second âge du Fer », provenant de plusieurs milliers de sites, désormais accessibles sur des bases de données.

Un effort important a porté sur les publications scientifiques, encouragées par des moyens de recherche, des subventions à la publication (plus de 75 publications dans des revues régionales et nationales, pour un montant de 289 082 € depuis 2007) et un accompagnement éditorial. De 2002 à 2011, plus de 2 000 ouvrages et articles dans des actes de colloques et des revues spécialisées ont fait de l'Inrap l'un des principaux pourvoyeurs de connaissance en archéologie nationale. En outre, pour offrir un débouché nouveau à cette production scientifique, l'Inrap a créé avec CNRS éditions la collection « Recherches archéologiques » accueillant des monographies de sites majeurs et des synthèses (deux titres parus en 2011, quatre titres par an prévus à partir de 2012).

La politique de recherche s'appuie également sur des partenariats avec les autres acteurs de l'archéologie : collectivités territoriales, Université, CNRS, unités mixtes de recherche, institutions culturelles (musées, écoles et instituts français à l'étranger, etc.). De nombreuses conventions avec ces partenaires permettent des actions conjointes comme des publications scientifiques, l'organisation d'événements (colloques, tables rondes...), l'enseignement, les échanges de chercheurs.

Cette politique de recherche et la qualité des travaux des chercheurs de l'Inrap ont contribué faire de l'institut un des acteurs les plus importants du paysage archéologique européen.

Axes de recherche

Depuis 2006, en s'appuyant sur son conseil scientifique, l'Inrap a mis en place une programmation scientifique qui définit des axes prioritaires au plan national.

Paléolithique et Mésolithique

Chronostratigraphie, aménagement des sites et structuration des territoires

Néolithique

Approches territoriales au Néolithique : chronologie, dynamiques d'implantations et nature des sites

- Implantations des sites au Néolithique ancien
- Installations et enceintes du Néolithique moyen à la fin du Néolithique : inventaire, bilan chronologie, fonction
- La maison néolithique
- Les sites néolithiques à structures à pierres chauffantes : chronologie, fonction, fonctionnement
- Production, circulation, fonction des outillages néolithiques
- Nouvelles données sur le mégalithisme atlantique

Protohistoire

Organisation des territoires aux âges des Métaux : implications sociales, économiques, culturelles et mutations des sociétés

- Occupation des sols et formes de l'habitat
- Pratiques funéraires et sociétés (architectures funéraires, paléanthropologie, diversité et évolution des modes de sépultures)

Production, diffusion et culture matérielle aux âges des Métaux

- Acquisition, transformation et diffusion des productions
- Organisation des productions, impacts socio-économiques et environnementaux

Antiquité

Les établissements ruraux et l'organisation des campagnes durant l'Antiquité

- Typologie des sites ruraux antiques, les questions de terminologie et de marqueurs de l'habitat
- L'échelle du site et la fonction des établissements ruraux
- Approches régionales de l'habitat antique

Pratiques funéraires et géographie de la mort dans l'Antiquité

Production artisanale, diffusion et échanges à l'époque antique

Époques médiévale et moderne

Milieux ruraux et urbains au Moyen Âge et à l'Époque moderne

- L'habitat rural et son environnement au Moyen Âge et aux temps modernes
- Sites castraux et habitats fortifiés
- Espaces religieux médiévaux et modernes
- Archéologie funéraire du Moyen Âge et des Temps modernes

Archéologie urbaine

- Les villes dans l'aménagement du territoire
- La ville dans son environnement physique
- La ville dans son territoire
- La structure morphologique de la ville, ses limites (enceinte...) et ses fondements structurants
- Les hauts lieux de la ville
- Les fonctions dans la ville (les quartiers...)
- Les techniques de construction
- La ville et ses échanges économiques

Archéologie précolombienne et coloniale

Le séquençage typochronologique céramique des occupations précolombiennes (I^{er}-XV^e siècles) et coloniales amérindiennes (XV^e -XIX^e siècles) de Guyane

Archéologie précolombienne

- Chronologie des installations précéramiques dans les DOM
- L'habitat saladoïde en Guadeloupe : chronologie et occupation du territoire
- Dynamique littorale et taphonomie des sites amérindiens de Guyane et de Guadeloupe
- Le cadre paléoenvironnemental des sociétés précolombiennes du plateau des Guyanes

Archéologie coloniale

- Archéologie des cimetières coloniaux et des habitats d'esclaves
- La céramique des périodes historiques aux Antilles françaises

Thèmes transversaux

Études de terroirs et de territoires sur la longue durée

- Référentiels paléoenvironnementaux

Développement de référentiels chronotypologiques des mobiliers de l'âge du Bronze à la période moderne

- Les âges des Métaux
- L'Antiquité
- Production, artisanat et vie quotidienne au Moyen Âge et à l'Époque moderne

Métallurgie et mobilier métallique

Archéologie de l'alimentation

Avancées de l'archéologie de la Préhistoire ancienne

Souvent recouverts de plusieurs mètres de sédiments, les sites paléolithiques et mésolithiques sont difficiles à appréhender et leur recherche exige des méthodes particulières, développées depuis les années 1990 et en continuelle amélioration.

Les fouilles préalables aux grandes infrastructures et des équipes spécialisées ont permis la découverte de nombreux sites paléolithiques et mésolithiques. Deux traits caractérisent notamment l'archéologie préventive de la Préhistoire : l'ampleur des travaux (autoroutes, voies ferrées, canaux...) permet des fouilles sur des surfaces (parfois au-delà de 6 000 m²) inégalées en archéologie programmée, donnant accès à la totalité du site ; la profondeur de certains aménagements permet d'exploiter des stratigraphies de plusieurs mètres d'épaisseur et d'élaborer des cadres chronologiques de référence.

Les découvertes sont très nombreuses et accroissent considérablement les bases de données scientifiques. Ainsi, pour le nord de la France, et pour le seul Paléolithique moyen, sur une cinquantaine d'occupations bien datées, près de 45 sont issues d'opérations préventives. Dans le sud-ouest, le Paléolithique a été enfin exploré hors des grottes (comme sur la déviation de Bergerac) et dans des régions jusque-là délaissées par la recherche.

L'exploitation scientifique de ces fouilles, en liaison avec les données existantes, renouvelle considérablement la vision de la Préhistoire. Ainsi les habitats néandertaliens se révèlent plus complexes, car plus structurés, que ceux qui assimilaient l'homme de Néandertal à un demi-singe l'imaginaient. Le site de La Folie à Poitiers a livré un campement organisé, protégé par une palissade coupe-vent. Le site de Caours démontre l'adaptation de Néandertal à un climat tempéré. La multiplication des fouilles sur une même région permet une approche de l'occupation du territoire et de la circulation des groupes humains à de vastes échelles. Ainsi, les recherches liées à la programmation nationale de l'Inrap ont permis les comparaisons entre les occupations du sud-ouest et du nord de la France entre 120 000 et 35 000 ans. Ailleurs, des recherches géomorphologiques, basées sur des centaines de sondages, ont montré l'évolution de l'occupation du Midi toulousain depuis l'arrivée de l'Homme dans cette région.

Des avancées majeures sont réalisées, comme la mise en évidence d'un peuplement à Havrincourt, dès le début du Paléolithique supérieur dans le nord de la France, zone jusqu'à présent vierge de tout indice. De même, des recherches sur l'autoroute A65, ont mis en évidence un « désert » landais durant cette période.

Pour le Mésolithique, un des faits marquants est la reconnaissance de sites de fond de vallée, bien préservés et s'étendant sur plusieurs milliers de mètres carrés. L'analyse paléolithique, à partir des vestiges lithiques et osseux, précise l'organisation spatiale et le fonctionnement de campements successifs : Alizay, rue Henry-Farman à Paris, Dammartin-Marpain.

Avancées de l'archéologie du Néolithique

L'émergence des premières sociétés agropastorales en France est un thème de recherche pour lequel les connaissances s'accroissent régulièrement grâce aux fouilles préventives. Au cours des IV^e et V^e millénaires avant notre ère, la moitié nord de la France voit l'arrivée des premiers Néolithiques, venus de l'Europe de l'est, et introduisant un nouveau mode de vie, né dans le croissant fertile quelque 3 000 ans plus tôt. Ce sont les débuts de l'agriculture, de l'élevage et d'une sédentarisation progressive. De l'Alsace à la Bretagne, les villages, aux maisons longues et stéréotypées, sont désormais bien connus. Dans les grandes vallées, leur densité peut être très forte avec un village tous les cinq kilomètres. Depuis peu, l'archéologie préventive révèle aussi des habitats sur des plateaux, probable conséquence de la forte pression démographique au cours de cette période.

Avec le Néolithique moyen (vers -4700/-4500), le processus de néolithisation est achevé sur la majorité du territoire : économie de production et sédentarité sont implantées. Les populations autochtones ont intégré la culture néolithique. Des identités locales et des échanges à longue distance se mettent en place : ainsi, des haches provenant des Alpes circulent jusqu'en Bretagne. Phénomène commun à l'ensemble de l'Europe, des enceintes de très grande ampleur, cernées de palissades et de fossés, se développent. Celle de Pont-sur-Seine, dans l'Aube, datée du Néolithique final, a livré deux immenses monuments à la probable vocation culturelle, sans équivalent en Europe.

Les pratiques funéraires néolithiques connaissent aussi d'importantes avancées (sites du Cres dans l'Aude, de Monéteau dans l'Yonne, de Caramany dans les Pyrénées orientales...). La nécropole de Genevray à Thonon-les-Bains, en Haute-Savoie, a livré plus d'une centaine de tombes en cistes, datée de 4500 à 4200 avant notre ère. Celle-ci s'inscrit à un moment clé du Néolithique qui voit la « collectivisation » des dépôts funéraires. Désormais, plusieurs corps sont déposés en une ou plusieurs fois. Ce nouveau mode sépulcral se répand dans l'ensemble de l'Europe occidentale et prend des formes de plus en plus monumentales.

Le long de la façade atlantique, le mégalithisme est un trait marquant du Néolithique : Belz et Carnac dans le Morbihan, Ifs, Fleury-sur-Orne dans le Calvados en sont des exemples. À Belz, une cinquantaine de menhirs ont été mis au jour dans une fouille extensive de 3 000 m², la première du genre en France. Celle-ci a élargi le champ des connaissances sur la mise en place, l'organisation de ces menhirs et a permis d'en reconstituer l'histoire. Dès le Néolithique récent, ces mégalithes sont probablement mis à bas, confirmant l'évolution des mentalités au cours de cette période.

Si les bâtiments du Néolithique ancien sont bien connus, il n'en est pas de même pour les périodes plus récentes. Aussi, les découvertes de nombreux bâtiments et habitations du Néolithique moyen dans le bassin de Clermont-Ferrand, ceux de la fin du Néolithique trouvés dans les départements du Nord (Houplin-Ancoisne, Arleux, Méaultes, Lauwin-Planque...) ou encore la fouille d'un village quasiment complet à Bergerac, en Dordogne, revêtent un éclat particulier.

Avancées de l'archéologie de l'âge du Bronze

L'âge du Bronze a longtemps été considéré comme une période de transition, entre les sociétés néolithiques et les premiers Gaulois de l'âge du Fer. Les recherches ont profondément renouvelé la documentation disponible et mis en évidence la place de cette période dans la construction des paysages actuels. L'âge du Bronze apparaît désormais comme une période décisive de la construction des paysages. L'impact des activités de production agropastorales marque de manière significative l'environnement, même dans des milieux jusqu'alors peu anthropisés comme la montagne. Dans le même temps, l'établissement de réseaux viaires ou de parcellaires révèle des changements de pratiques agraires (petite agriculture attelée). L'habitat, par ses formes, ses fonctions et les réseaux qu'il constitue, dévoile d'importantes mutations et notamment le développement d'une société très hiérarchisée. Les espaces funéraires sont aussi des marqueurs de l'organisation territoriale. Ainsi, dans le sud de la France, comme à Castres dans le Tarn, Flaujac-Pujols dans le Lot, ou au Mas-de-Vignoles dans le Gard, de très grandes nécropoles, dont certaines intégrant parfois plusieurs centaines d'individus, forment de vastes « villes des morts », déconnectées des habitats, et occupent des lieux particuliers (interfluve...). Plus au nord, d'autres monuments, tels de grands ensembles tumulaires occupés dans la longue durée, sont autant de marqueurs de l'appropriation de l'espace (nécropoles de Passy, Véron et de Migennes dans l'Yonne).

Si des changements globaux, comme la croissance démographique, les changements climatiques, caractérisent l'âge du Bronze, période durant laquelle se construit une nouvelle ruralité, seules l'existence d'une plus forte hiérarchisation sociale et la mise en place de territoires aux développements propres peuvent expliquer les profonds décalages observés d'une région à l'autre.

En 2008, l'Inrap a lancé, dans le cadre de ses axes de recherche, une vaste enquête pour recenser et analyser des acquis récents en protohistoire ancienne (entre 2200 et 600 avant notre ère), et plus particulièrement les formes du peuplement à l'âge du Bronze. Ce projet réunit aujourd'hui plus de 70 chercheurs, issus de l'Inrap et d'institutions partenaires (CNRS, Université, services régionaux de l'archéologie, services archéologiques de collectivités territoriales...). L'analyse détaillée de plus de 1 700 opérations (diagnostics ou fouilles) débouche sur la constitution d'une base de données nationale. L'Inrap a mobilisé près de 1 000 jours de recherche depuis 2008 sur ce programme, dont les premiers résultats seront publiés en 2013 dans la collection « Recherches archéologiques » coéditée par l'Inrap et CNRS éditions.

Parallèlement, l'Inrap est associé au projet « Boat 1550 BC », soutenu par l'Union européenne. Ce programme est lié à la découverte en 1992, à Douvres, d'un bateau de l'âge du Bronze. En 2012, diverses manifestations se dérouleront en France, Belgique et Angleterre.

Avancées de l'archéologie de l'âge du Fer

Les archéologues mettent en évidence, depuis peu, de grands habitats groupés du premier âge du Fer qui renouvellent la vision de l'organisation de cette société. Buchères, en Champagne-Ardenne, en est un exemple remarquable.

Si l'on évoque parfois la « civilisation gauloise », cette période est, pour les archéologues, celle du second âge du Fer. Au-delà de l'innovation technologique, elle se caractérise en Europe par l'émergence des villes et de l'État.

Depuis dix ans, les chercheurs exhument chaque jour les traces, ténues ou imposantes, de ces sociétés, qui se succédèrent entre 800 et 52 avant notre ère. 25 % des quelque 200 fouilles réalisées chaque année par l'Inrap concernent cette période.

Dès sa création, en 2002, l'Inrap réalise des découvertes majeures. Celle de huit cavaliers gaulois, inhumés avec leurs chevaux au pied de l'*oppidum* de Gondole reste énigmatique : s'agit-il de guerriers accompagnant leur chef dans l'au-delà, comme l'évoque César ?

La mise en place de nouvelles méthodes, et notamment la mécanisation des fouilles, permet à l'archéologie préventive d'appréhender d'immenses emprises, à l'instar des 300 hectares étudiés sur plateau d'Arras... Les occupations humaines y sont très denses : un établissement gaulois tous les 300 mètres environ. Simples fermes et résidences aristocratiques, jusqu'alors inconnues, sont mises au jour. En 2009, un de ces imposants domaines – à Laniscat – livre un exceptionnel trésor de 545 monnaies d'électrum. Les chercheurs intègrent désormais ces habitats dans le parcellaire et perçoivent leur organisation territoriale. L'archéologie exhume aussi des agglomérations comme celle de Lacoste en Gironde. Le phénomène urbain apparaît au III^e siècle et, vers 150 avant notre ère, des villes se parent de remparts. L'Inrap vient ainsi d'achever la fouille de l'*oppidum* de Moulay, en Mayenne. Capitale des Diablintes, avec 135 hectares – soit près de trois fois la superficie d'Alésia – Moulay est une des dix plus grandes cités de la Gaule indépendante.

De grandes nécropoles sont étudiées, comme à Bobigny. Au travers de la fouille de sépultures des élites, recelant des objets de prestige – chars, armes ou importations méditerranéennes – les archéologues perçoivent la hiérarchisation du monde gaulois. En dix ans, ils ont découvert plusieurs « tombes à char », dont celles d'Attichy, d'Orval, de Livry-Louvercy, ou de Vasseny... La mise en évidence de sanctuaires est récente. Celui de Bessines est composé d'un vaste enclos sacré, entouré d'un fossé où ont été jetés un trophée guerrier, des bijoux, des restes humains et les vestiges de banquets organisés à l'occasion de grands rassemblements. En 2004, un extraordinaire dépôt d'armes et d'instruments de musique était découvert dans le sanctuaire de Tintignac en Corrèze.

Les chantiers participent au renouvellement des connaissances et s'inscrivent dans des problématiques plus larges. Au-delà du terrain et des études qui en découlent, l'Inrap dirige un programme national sur l'« Espace rural au second âge du Fer ». Ainsi, les spécialistes élaborent une vision globale de la civilisation gauloise sur l'ensemble du territoire : l'habitat et l'occupation de l'espace, les mobiliers et la culture matérielle, la mort et les pratiques rituelles...

Avancées de l'archéologie de l'Antiquité

En révélant le passé antique de grandes métropoles urbaines et celui des campagnes françaises, les archéologues de l'Inrap ont profondément renouvelé l'image de la Gaule romanisée. Lyon, Clermont-Ferrand, Orléans, Paris ont fait l'objet d'importantes fouilles urbaines. En 2003, à Chartres, un quartier au cœur de la capitale carolingienne a révélé ses maisons de notables, au décor mural impérial, manifestant l'attachement du propriétaire à Rome. À Besançon, c'est un vaste et luxueux bâtiment orné de fresques et de mosaïques flaviennes qui est exhumé en 2005, tandis qu'un ensemble d'argenterie était découvert dans une cave antique de Reims en 2009. Plus récemment, en 2011, des tablettes magiques en plomb, des bijoux et des monnaies, parfois d'or, étaient découverts dans un bassin cultuel au Mans.

La somme d'informations accumulée permet, désormais, de percevoir les villes antiques sous un jour nouveau, notamment en ce qui concerne leur trame, leurs origines et leur évolution jusqu'à l'Antiquité tardive, mais aussi leurs franges urbaines. Plusieurs nécropoles *extra muros* ont été aussi fouillées, comme à Évreux ou à Autun, où plus de 200 stèles funéraires ont été retrouvées.

Le fait urbain en Gaule romaine, ce sont aussi des agglomérations dites « secondaires », villes intercalaires qui complètent le maillage du territoire.

Chevroches, dans la Nièvre, est représentatif de ces agglomérations.

À regarder la documentation de plus près, on observe la précocité de l'implantation urbaine gallo-romaine qui, dans de nombreux cas, succède à un habitat gaulois.

Les grands aménagements suburbains récents ont permis d'appréhender le territoire antique et son organisation : réseaux d'habitats et de *villae*, parcellaires et espaces agropastoraux, qui restituent le paysage des campagnes antiques.

La multiplication des fouilles permet désormais de percevoir l'espace antique, sa structuration et les modes de son occupation. Il s'agit d'un renouveau complet des connaissances, restées très longtemps tributaires de données anciennes.

Les « grands nombres » alimentent aussi la comparaison et révèlent des pans méconnus du monde gallo-romain. Hormis les villes, les campagnes, et le quotidien, c'est aussi la pensée symbolique de ces populations qui se révèle, à travers le culte et les religions, grâce aux découvertes de sanctuaires qui se sont multipliées sur tout le territoire, du simple *fanum* au vaste complexe cultuel.

Ce fut le cas en 2010, à Neuville-sur-Sarthe où un vaste sanctuaire, lieu de pèlerinage composé de plusieurs temples, a été mis au jour. Pour la fin de l'antiquité, un *mithraeum* du IV^e siècle, voué au culte du dieu oriental Mithra, a été retrouvé à Angers. Ces lieux de culte, dont on ne connaît que quelques exemples en Gaule romaine, sont de petites chapelles voûtées où se déroulaient banquets et sacrifices. Ce culte à mystères, concurrent du christianisme, fut introduit par les militaires romains et les marchands, puis interdit par l'empereur Théodose en 392.

Dans de nombreux domaines, les avancées ont été considérables pour la connaissance du monde gallo-romain. Les recherches révèlent une Gaule romaine aux visages multiples : des continuités mais aussi des ruptures se font jour dans les traditions architecturales, artisanales et agricoles. L'archéologie préventive est désormais une source à part entière pour la période antique.

Avancées de l'archéologie du Moyen Âge

Longtemps qualifié d'« âge sombre », le haut Moyen Âge était, voici peu, essentiellement documenté par de riches tombes mérovingiennes et de trop rares sources écrites. L'image du monde paysan affaibli par les vagues successives de migrations, vivant dans un habitat instable au sein de campagnes appauvries, est désormais révolue.

Pour le premier Moyen Âge (V^e-XI^e siècles), les découvertes de l'Inrap renouvellent en profondeur les connaissances, en révélant des territoires ruraux en pleine mutation, des campagnes dynamiques et de grandes diversités régionales dans l'organisation de l'habitat. À Ingré (Loiret), le site semble avoir abrité une couche aisée de la population rurale. Près de Châtelleraut, l'occupation de Pouthumé, s'organise autour d'une résidence aristocratique mérovingienne. Les occupations de Colomby (Manche) et Thervay (Jura) révèlent des moulins hydrauliques et des informations capitales pour l'étude de l'histoire des techniques. Il en est de même à Jossigny (Seine-et-Marne), pour des activités de forge et de réduction de fer. La diversité des modes d'occupation est particulièrement visible à la fin de la période. À Méaulte (Somme), un site d'habitat fortifié (XI^e-XII^e siècles) a été dégagé dans sa quasi-totalité. Le site de Pfulgiesheim en Alsace a livré une vingtaine de maisons sur cave des X^e-XII^e siècles. Enfin, en Bourgogne, la maison d'un marchand de laine du XIV^e siècle, Huguenin Jacquin, vient d'être mise au jour. En Île-de-France, les grands habitats groupés dépassant la dizaine d'hectares se sont multipliés : Marne-la-Vallée et Melun-Sénart fournissent des exemples sans précédent de sites allant de la simple ferme à la grande agglomération rurale.

La multiplication de projets d'urbanisation et de réaménagements actuels des centres urbains relance les recherches sur l'histoire et l'origine de nos villages, notamment avant l'an mil. À Toulouse, les vestiges du « château Narbonnais », détruit en 1550 étaient retrouvés à cette occasion. Des opérations à Roissy-en-France, Tremblay, Louvres et Villiers-le-Bel illustrent le riche potentiel de ces sites et leur complexité. À Pineuilh, en Gironde, un vaste habitat aristocratique de l'an mil, le second du genre actuellement connu, a été fouillé. L'accroissement des surfaces ouvertes offre aussi l'opportunité d'étudier des terroirs sur la longue durée. La périphérie des habitats devient lisible avec ses aménagements divers (voiries, champs, chemins, parcellaire) et son environnement naturel. À Châteaugiron (Ille-et-Vilaine), l'évolution d'un terroir a été étudiée sur environ 25 hectares, de la Protohistoire à nos jours. L'étude du phénomène urbain et la question des « terres noires » ont également bénéficié de nouvelles avancées. Les opérations de La Calotterie dans la vallée de la Canche, relancent la problématique de localisation des installations portuaires et commerciales du célèbre port de Quentovic à partir du VII^e siècle. Cette période témoigne également d'un christianisme en plein essor, comme l'illustrent les découvertes de baptistères paléochrétiens à Roanne, Ajaccio, ou Marseille.

Enfin, de nouvelles découvertes de nécropoles ont ponctué ces dix dernières années. En témoignent pour les VI^e-VII^e siècles, celles de Norroy-le-Veneur (Moselle), Ligny-le-Châtel (Yonne) ou Bondy (Seine-Saint-Denis). Celles de Marnay (Aube) et Noisy-le-Grand couvrent toute la période à travers plusieurs centaines de sépultures dont les plus anciennes livrent un riche mobilier en métal et en verre.

Avancées de l'archéologie des Temps modernes et contemporains

L'archéologie des époques moderne et contemporaine s'impose peu à peu. Héritière d'une archéologie industrielle pionnière, l'archéologie de ce passé récent s'intègre dans une démarche patrimoniale. L'archéologie préventive a contribué à cette avancée chronologique dans la mesure où les vestiges s'imposaient aux archéologues quelle que soit leur date.

Depuis dix ans, une part non négligeable des fouilles porte sur les cinq derniers siècles de notre histoire. En ville, ce sont les constants réaménagements des faubourgs qu'explorent l'Inrap (comme à Marseille ou à Bordeaux), ou l'aménagement des places et avenues centrales (place Stanislas à Nancy). Sont aussi exhumées des fortifications modernes, caractéristiques de l'apparition de l'artillerie, de la fin du Moyen Âge au XIX^e siècle (Nancy, Aire-sur-la-Lys, enceinte « des Fossés jaunes » à Paris...). Parallèlement, les archéologues de l'Inrap développent une « archéologie du bâti » précédant la restauration de monuments. Le château de Chambord a ainsi révélé des remaniements inconnus jusqu'alors.

L'archéologie des conflits modernes et contemporains est un axe de recherche privilégié. Cantonnements d'armées, en campagne ou à l'entraînement, ont été fouillés (fort Saint-Sébastien de Louis XIV à Saint-Germain-en-Laye ; baraques de la Grande Armée, à Étaples dans le Pas-de-Calais). Enfin, les fouilles sur des vestiges de la Grande Guerre ont révélé une autre vision du quotidien : artisanat de tranchées, repas et boissons, correspondance. La découverte régulière des soldats tombés sur le champ de bataille amène les archéologues à participer à leur identification. La découverte de la sépulture collective de vingt soldats britanniques du 10^e bataillon du Lincolnshire Regiment, dans la zone d'Actiparc à Arras, en est un exemple émouvant. L'éthique veut que la fouille des cimetières ne concerne que ceux antérieurs au XIX^e siècle, comme à La Ciotat ou Nancy.

Citons enfin deux mises au jour des plus étonnantes : celle des bas-reliefs de Joseph Tchaïkov sculptés pour le pavillon soviétique de l'exposition universelle de Paris (1937), retrouvés dans la glacière du château de Baillet-en-France, ancienne propriété de la CGT avant-guerre ; celle du « Déjeuner sous l'herbe », banquet enfoui en 1983 à Jouy-en-Josas, et œuvre de Daniel Spoerri, première fouille de l'art contemporain, en 2010.

Longtemps marginale, l'archéologie des temps modernes et contemporains se développe. Au-delà d'un nouveau champ chronologique, la prise en compte du passé récent confère à l'archéologie la totalité du champ de l'histoire. L'archéologie utilise alors les sources matérielles exhumées mais aussi archives, textes et images, sources classiques de la discipline historique. La confrontation de ces données révèle « une autre histoire » qui remet parfois en cause les acquis de la tradition et l'érudition historique, la fiabilité des écrits, la mémoire des témoins.

Archéologie en Guyane et aux Antilles

Insulaires ou continentale, les Petites Antilles et la Guyane connaissent une urbanisation soutenue par une forte démographie. La modification continue des paysages est propice à la mise en évidence d'un riche patrimoine archéologique dispersé sur l'ensemble de ces territoires habités depuis plusieurs millénaires.

Dans les départements français des Amériques, l'histoire ancienne, avant la conquête, est restée longtemps sans résonance, faute de documents, en particulier dans des aires géographiques difficiles d'accès. Il faut attendre l'extrême fin du XX^e siècle pour voir émerger une archéologie professionnelle et systématique, liée à l'aménagement du territoire.

À partir de 1992 pour la Guyane et de 2000 pour la Guadeloupe puis la Martinique, de grands chantiers préventifs voient le jour. Le paysage archéologique change, mettant en évidence l'impact des civilisations amérindiennes et, pour les périodes récentes, l'économie des plantations, l'esclavage ou l'exploitation aurifère. L'archéologie, au cours de la dernière décennie, est avant tout marquée par l'accélération des interventions, la production de synthèses et le développement de recherches transversales, principalement suscitées par l'Inrap.

En Guyane, l'institut a révélé l'ancienneté de l'occupation amérindienne, vieille de 7 200 ans et bouleversé la chronologie préhistorique. L'Inrap a surtout montré l'impact de l'homme sur l'environnement forestier et démontré l'aménagement ancien du territoire au travers, par exemple, des « montagnes couronnées » (200 avant notre ère-1600 de notre ère). Il a mis en évidence l'extraordinaire densité de l'occupation humaine ancienne : deux sites au kilomètre carré. 90 % d'entre eux sont amérindiens. Ces découvertes ont totalement renouvelé la recherche dans les marches septentrionales du bassin amazonien.

Les archéologues se sont largement investis dans la recherche sur le passé des populations amérindiennes, bushinguées (noirs marrons), créoles ou européennes, en milieux forestiers, littoraux ou urbains.

Dans les Petites Antilles, l'Inrap a renouvelé la chronologie, en découvrant le plus ancien peuplement connu dans l'archipel de la Guadeloupe : des groupes Arawaks, originaires du continent américain s'implantant à Saint-Martin voici 5 400 ans. Ce groupe, identifié à Puerto Rico et dans le nord des Petites Antilles, est associé aux premières migrations de populations possédant de la céramique. Des sites de cultures Huécoïde et Saladoïde ont été fouillés à Sainte-Rose-la-Ramée, Bisdary-sur-Gourbeyre, les Étangs rouges et les Terres Basses à Saint-Martin, et Trois Rivières.

Parallèlement et qu'il s'agisse de la Guyane, de la Martinique ou de la Guadeloupe, des sites aux puissantes stratigraphies ont montré la complexité insoupçonnée d'implantations, parfois récentes : plateau des Mines (Maripasoula, Guyane), grande Anse (Trois Rivières, Guadeloupe), Château Dubuc (La Trinité, Martinique).

Activité internationale

L'Inrap est l'un des principaux pourvoyeurs de connaissance archéologique en Europe et il a tissé de nombreuses collaborations à travers le monde. Celles-ci ont vocation à sensibiliser aux enjeux de l'archéologie préventive des pays où elle n'est encore que balbutiante ; à réaliser des expertises scientifiques ; à participer, codiriger ou diriger des fouilles. 6 000 journées ont été consacrées par l'Inrap, depuis 2002, à ses interventions hors de France.

Depuis 2011, l'Inrap dirige un programme quinquennal de fouilles préventives et programmées à Siem Reap, au Cambodge, en partenariat avec l'autorité Apsara et Cambodia Airports, filiale de Vinci Airports.

En dix ans, ses archéologues sont intervenus dans plus de 50 pays, notamment en Afghanistan, Afrique du Sud, Albanie, Algérie, Arménie, Azerbaïdjan, Bangladesh, Belgique, Birmanie, Bulgarie, Cambodge, Chine, Chypre, Croatie, Djibouti, Égypte, Émirats Arabes Unis, Espagne, Éthiopie, Hongrie, Irak, Iran, Israël, Italie, Jordanie, Liban, Lybie, Mali, Maroc, Mauritanie, Mongolie, Palestine, Pologne, Canada, Roumanie, Russie, Somalie, Soudan, Oman, Syrie, Tunisie, Turquie, Ukraine, Vatican, Yémen.

L'Inrap participe à plusieurs projets européens multilatéraux. De 2002 à 2008, il a été le partenaire du projet Interreg II de la Commission européenne, « Planarch – Archaeology and Planning ». Il pilote, depuis 2007, le projet européen « Archéologie dans l'Europe contemporaine », qui associe treize partenaires de dix pays européens, doté d'un budget de 4,8 M€ sur 5 ans. Depuis 2011, il est aussi partenaire du projet européen « Boat 1550 BC », autour du bateau de l'âge du Bronze mis au jour à Douvres en 1992.

Parmi les actions de coopération institutionnelle de nombreux accords de coopération scientifique et culturelle ont été signés avec des institutions étrangères et françaises dont le Centre du Patrimoine mondial de l'Unesco, l'Agence des services archéologiques d'Albanie, le ministère de la Culture algérien, le Max Planck Institute for Evolutionary Anthropology de Leipzig, l'Institut d'histoire de l'Académie des sciences de Biélorussie, l'Autorité pour la protection du site et l'aménagement de la région d'Angkor au Cambodge, le Centre d'étude et de recherche scientifique de Djibouti, l'Autorité des antiquités d'Israël, l'Institut national pour les sciences de l'archéologie et du patrimoine au Maroc, l'Institut mauritanien de recherche scientifique, l'Institut d'archéologie de l'Académie des sciences de Russie, mais aussi l'École française de Rome, l'École française d'Extrême-Orient ; les départements archéologiques du musée du Louvre ou le Centre français d'études éthiopiennes,

L'Inrap a ainsi contribué à d'importantes recherches dont : l'étude géomorphologique de l'australopithèque *Little Foot* à Sterkfontein en Afrique du Sud, les fouilles du site de Gongying en Chine, celles de Pétra en Jordanie, celles de l'ensemble funéraire de la catacombe des saints Pierre et Marcellin à Rome, mais aussi la topographie des églises monolithes de Lalibela en Éthiopie et l'étude géomorphologique du site.

Une active politique culturelle

Mission nouvelle de l'Inrap, la diffusion de la connaissance s'est développée dans un spectre très large, de la médiation scientifique sur les sites fouillés à la production d'expositions temporaires et l'organisation de colloques.

L'accueil du public a été systématisé sur les sites, pour présenter les fouilles ; près de 700 portes ouvertes sur des chantiers ont été organisées de 2002 à 2011 et plus de 600 conférences ont présenté les résultats des recherches dans des communes souvent dépourvues d'équipement culturel, permettant de toucher près de deux millions de visiteurs et des publics sociologiquement très divers.

Une active politique éditoriale a permis la publication de plus de quarante-deux ouvrages : six livres pour enfants, deux *Textes et documents pour la classe* avec le Centre national de documentation pédagogique, sept titres dans la collection « Fouilles et découvertes » avec Ouest-France, onze titres dans la collection « Archéologie de la France » avec les éditions La Découverte (vendus à près de 30 000 exemplaires), huit actes de colloque et divers ouvrages de synthèse avec, notamment, les éditions Gallimard (cf. « Publications grand public »).

Plus de 250 expositions ont été coproduites de 2002 à 2011, en partenariat avec les collectivités territoriales et les aménageurs (parmi lesquelles « 100 000 ans sous les rails », consacrée à la ligne à grande vitesse est-européenne, présentée dans cinq villes en régions), permettant de toucher près de deux millions de visiteurs. L'exposition « Gaulois, une expo renversante », coproduite avec Universcience et ouverte en octobre 2011, a déjà atteint 130 000 visiteurs et devrait en accueillir 300 000 d'ici septembre 2012 (cf. « Expositions »).

De nombreuses initiatives de production audiovisuelle ont permis de susciter la réalisation et la diffusion de documentaires d'auteur ; dix longs et moyens métrages (de *L'autoroute à remonter le temps* aux *Esclaves oubliés de Tromelin*), trente courts (dont la série *Les disciplines de l'archéologie*) et dix films d'animation, ont permis de renforcer la présence de l'archéologie nationale sur les antennes et dans les réseaux culturels et scientifiques ; ils ont reçu de nombreux prix dans les festivals (cf. « Production audiovisuelle »).

Outre les espaces scientifiques destinés aux chercheurs, le site internet propose plus de cent vingt reportages audiovisuels, douze dossiers thématiques, neuf atlas interactifs et une iconothèque donnant accès à 2 300 documents téléchargeables gratuitement pour les usages culturels ; il attire désormais près de 100 000 visiteurs par mois.

L'institut a été à l'initiative des Journées nationales de l'Archéologie, dont la seconde édition, en 2011, a associé 323 partenaires et touché plus de 63 000 visiteurs. La troisième édition se déroulera les 22, 23 et 24 juin 2012.

Enfin, l'Inrap a organisé neuf colloques de 2005 à 2012, en partenariat avec de grandes institutions culturelles et scientifiques, pour contribuer au désenclavement de l'archéologie et à un dialogue renouvelé avec les sciences humaines et les sciences de la vie et de la Terre (cf. « Colloques »).

Expositions

2011 : « La *villa* gallo-romaine de Salouël » à Amiens, « Les fouilles du temple de Mithra à Angers en 2010 » et « Le plateau de la Mayenne, approche archéologique et historique d'un territoire » à Angers, « La nécropole médiévale du Val Claret » à Antibes, « 20 ans de recherches archéologiques en Guadeloupe » à Basse-Terre, « Aquitaine préhistorique, 20 ans de découvertes » à Bayonne, « 40 ans d'archéologie dans le territoire d'Artois Comm » à Bruay-la-Buissière, « La vie de château, de la forteresse à la résidence de plaisance » à Champlitte, « La Loire dessus dessous » à Châteauneuf-sur-Loire, « Land'archéo, découverte de l'archéologie et de ses trésors dans les Landes » à Hastings, « Ruines et vestiges » à Guiry-en-Vexin, « Les Gaulois en Limousin » à Limoges, « Du nouveau sur les origines du Mans, les découvertes des fouilles des Jacobins », « L'en-verre du décor : archéologie et usages du verre » à Metz, « *Attiniacum*, la vallée de la Canche avant Montreuil » à Montreuil-sur-Mer, « Carnet de fouille, l'actualité de l'archéologie dans l'Allier » à Moulins, « Les os font des histoires. Une nécropole du Moyen Âge à Noisy-le-Grand », « Gaulois, une expo renversante » à Paris, « Les Gaulois en Aquitaine » à Pessac, « L'âge roman au temps des comtes-ducs d'Aquitaine » à Poitiers, « Les méthodes de l'archéologie préventive » à Rennes, « Du cimetière au prieuré, 1 200 ans d'histoire de Romilly-sur-Andelle », « Six pieds sous terre... Il y a 3 000 ans : archéologie des Landes de Gascogne » à Sabres, « 350 000 ans d'histoire : découvertes archéologiques dans le Saint-Quentinois » à Saint-Quentin, « Celtes et Gaulois : deux chemins vers l'au-delà » à Soissons, « Construire le patrimoine en Loiret : habitat, matériaux, savoir-faire » à Sully-sur-Loire, « Soyons fouilles, découvertes archéologiques en Bretagne » à La Roche-Jagu et à Rennes, « L'objet en questions » dans 47 villes.

2010 : « Potiers à Bédoin – 2 000 ans de tradition », « Aquitaine préhistorique : 20 ans de découvertes archéologiques » à Bordeaux, « Mission Archéo » à Bordeaux et à Périgueux, « Pourquoi j'ai mangé mon chien – Une archéologie des animaux » à Bougon, « D'une rive à l'autre : Chelles-Gournay » à Chelles, « Sortie de fouilles – Carré Jaude 2 » et « Des plantes et des hommes en Auvergne » à Clermont-Ferrand », « La Loire dessus dessous : archéologie d'un fleuve » à Cosne-sur-Loire, « L'amphithéâtre de Fréjus et les monuments de spectacle en Gaule du sud », « Sur les traces d'Apollon – Grand, cinquante ans de découvertes », « Jublains : une *domus* en chantier », « Les objets racontent *Lattara* » à Lattes, « Marseille au Moyen Âge : la ville oubliée », « Lénine, Staline et la musique » à Paris, « Strasbourg-*Argentorate* : un camp légionnaire sur le Rhin » et « 10 000 ans d'histoire – Dix ans de fouilles archéologiques en Alsace » à Strasbourg.

2009 : « 2 000 ans d'histoire urbaine » à Amiens, « Histoires de carreaux – Poêles et potiers au Moyen Âge » à Aoste, « Severinus, potier romain dans le Bauvaisis » à Beauvais, « Fouilles à Carnac », « Des archéologues à Chambéry », « Aux origines du Loiret – De la préhistoire à l'A19 » à Chamerolles et Chilleurs-aux-Bois, « Florilège de céramiques gallo-romaines en Alsace » à Colmar, « Les recherches de Julien Feuvrier (1851-1936) » à Dole, « La hache et la meule – Les premiers paysans du Néolithique en Normandie » à Évreux, « *Evena* – Aux origines d'Esvres-sur-Indre », « Post Mortem – Rites funéraires à *Lugdunum* » à Lyon, « Hugues de Semur – Lumières clunisiennes » à Paray-le-Monial, « Et avant Parthenay – Le site des Terres rouges », « Piriac, il y a 2 000 ans » à Piriac-sur-

Mer, « Les Gaulois face à Rome – La Normandie entre deux mondes » à Rouen, « Nos ancêtres les Barbares » à Saint-Dizier, « *D(is) M(anibus)* – Pratiques funéraires gallo-romaines » à Sarrebourg, « Hommage à Jean-Yves Prampart » à Sens, « La voie de Rome – Entre Méditerranée et Atlantique » à Toulouse, « Pourquoi j'ai mangé mon chien – Une archéologie des animaux » à Tours, « Le pèlerin à travers les âges » à Vains, « Gaulois sous les pommiers – Découvertes de l'âge du Fer en Basse-Normandie » à Vieux-la-Romaine, « 100 000 ans sous les rails – Archéologie de la ligne à grande vitesse est-européenne » à Soissons.

2008 : « L'antique *Samarobriva* révélée par la fouille de l'îlot Boucherie » à Amiens, « Nos ancêtres les Barbares » à Saint-Dizier, « ArchéOrne – 250 ans d'archéologie dans l'Orne » à Alençon, Flers et Saint-Cyr-la-Rosière, « Instants choisis » à Annecy-le-Vieux, « Découvertes archéologiques récentes à Béziers », « Céramiques peintes gauloises » à Clermont-Ferrand, « Archéo : quel chantier ! » à Compiègne, « Enquêtes en sous-sol, en quête du passé » à Montauban, « Trésors des sépultures celtes et gauloises des environs de Metz », « Nanterre et les *Parisii*... une capitale au temps des Gaulois ? », « La restauration des mosaïques du cours Jean-Jaurès » et « La Mosaïque de Penthée » à Nîmes, « Les *villae* gallo-romaines en Drôme provençale » à Nyons, « Archéologie dans la cité » à Paris, « Entre Méditerranée et Atlantique : la voie de Rome – Productions et échanges durant l'époque romaine » à Pessac, « La nécropole celtique de la Rouquette » à Puisserguier, « Severinus, potier romain dans le Beauvaisis – Archéologie d'un atelier » à Rainvillers, « Mystère d'outre-tombe. Splendeurs mérovingiennes » à Saint-Dizier, « 100 000 ans sous les rails – Archéologie de la ligne à grande vitesse est-européenne » à Saint-Germain-en-Laye, « Autour du Zénith, 6 000 ans de mémoires à Saint-Herbain », « *Homo senartus* : ce cousin qui nous ressemble » à Savigny-le-Temple, « Rites de la mort en Alsace, de la Préhistoire à la fin du XIX^e siècle » à Strasbourg, « L'archéologie de la grande guerre » à Verdun, « Le château des évêques de Metz à Vic-sur-Seille : 15 ans de recherches archéologiques » à Vic-sur-Seille.

2007 : « Des hommes de feu, l'artisanat en pays éduen » à Autun, « Entre Vosges et Jura, trafics et transits d'antan » à Belfort, « Au cœur de la matière, 2002-2006, cinq années de sauvetage archéologique en Bergeracois », « Du rempart au parking, 900 ans de mémoire archéologique » à Cernay, « Romains d'eau douce. Les bateaux de Saint-Georges » à Lyon, « 100 000 ans sous les rails – Archéologie de la ligne à grande vitesse est-européenne » à Nancy et Nemours, « Les pratiques funéraires à Nîmes du Néolithique à l'Antiquité tardive » à Nîmes, « Découvertes et redécouvertes du patrimoine perpignanaise » à Perpignan, « Matière à fouilles, fouilles de la matière » à Saclay, « Gonesse antique » à Saint Denis, « De la ferme gauloise à la ville gallo-romaine » à Rouen, « Les Mérovingiens dans le pays Thionvillois » à Thionville.

2006 : « De *Vesontio* à Besançon, la ville s'expose », « Cent mille ans sous les rails – Archéologie de la ligne à grande vitesse est-européenne » à Châlons-en-Champagne, « De *Forum Julii* à Fréjus : urbanisme antique et moderne » à Fréjus, « Bilan de 10 ans de fouilles » à Saint-Raphaël, « Tours antique et médiévale », « De mémoires de Palais – Archéologie et histoire du groupe cathédral de Valence ».

2005 : « L'archéologie précolombienne à Basse-Terre » en Guadeloupe, « Les fouilles de Sevrey » à Chalon-sur-Saône, « Les fouilles archéologiques préventives récentes en pays châtelleraudais », « Sous les pavés la place. Archéologie de la place Stanislas » à Nancy, « Découvertes récentes de l'âge du Bronze dans les Côtes-d'Armor » à Saint-Brieuc, « Le vin, nectar des dieux » à Saint-Léger-sous-Beuvray, « Histoire(s) de squelettes. Archéologie, médecine et anthropologie en Alsace » à Strasbourg.

2004 : « Un regard sur le Mélandois antique : les fouilles de la Haute Borne » à Villeneuve-d'Ascq.

La fouille du « Déjeuner sous l'herbe »

En 2011, dans le cadre de « Arkhaiologia – L'archéologie dans l'art contemporain » le centre PasquArt de Bienne, présentait les résultats de la fouille du *Déjeuner sous l'herbe* de Daniel Spoerri.

Le 23 avril 1983, 120 personnalités du monde de l'art contemporain participent à un banquet organisé par l'artiste Daniel Spoerri dans le parc du domaine du Montcel, à Jouy-en-Josas (Yvelines). Au milieu de ce repas de tripailles, le banquet est enterré dans une tranchée longue de 60 mètres creusée dans la pelouse. Pour en étudier les vestiges, vingt-sept ans plus tard, les premières fouilles archéologiques de l'histoire de l'art contemporain sont organisées. Le mobilier mis au jour et le documentaire réalisé à cette occasion sont une des pièces majeures de l'exposition.

Colloques

Depuis 2005, l'Inrap organise, en partenariat avec de grandes institutions culturelles ou scientifiques des colloques ouverts à un public de spécialistes, d'étudiants et d'amateurs. Il s'agit de faire connaître la discipline archéologique, de renforcer ses liens avec la recherche en sciences humaines et d'explorer ses apports à la réflexion sur le monde contemporain.

« L'archéologie préventive dans le monde. Apports de l'archéologie préventive à la connaissance du passé », 30 septembre et 1^{er} octobre 2005, auditorium de la Bibliothèque nationale de France, en partenariat avec la BNF.

« L'avenir du passé. Modernité de l'archéologie », 23 et 24 novembre 2006, salle 400 du centre Pompidou, en coproduction avec le centre Pompidou et en partenariat avec France Culture.

« Comment les Gaules devinrent romaines », 14 et 15 septembre 2007, à l'Auditorium du Louvre, en partenariat avec le musée du Louvre.

« La Fabrique de l'archéologie en France », 14 et 15 février 2008, Auditorium de la galerie Colbert, en partenariat avec l'Institut national d'histoire de l'art.

« La Révolution néolithique dans le monde – Aux origines de l'emprise humaine sur le vivant », 2, 3 et 4 octobre 2008, auditorium du Collège de la Cité des sciences et de l'industrie, en coproduction avec la Cité des sciences et de l'industrie, avec le soutien du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.

« Des climats et des hommes – Glaciologie, climatologie, archéologie, histoire », 19, 20, 21 novembre 2009, auditorium du Collège de la Cité des sciences et de l'industrie, en coproduction avec Météo-France et la Cité des sciences et de l'industrie.

« Archéologie du judaïsme en France et en Europe », 14 et 15 janvier 2010, auditorium du Musée d'art et d'histoire du judaïsme, en partenariat avec le Musée d'art et d'histoire du Judaïsme.

« La Préhistoire des autres – Comment l'archéologie et l'anthropologie abordent le passé des sociétés non-occidentales », 18 et 19 janvier 2011, théâtre Claude Lévi-Strauss, en partenariat avec le musée du quai Branly.

« L'archéologie au laboratoire », 27 et 28 janvier 2012, auditorium de la Cité des sciences et de l'industrie, en partenariat avec la fondation EDF et Universcience.

Publications grand public

Collection « Archéologies de la France »

Publiée par les éditions La Découverte, elle fait l'état de la connaissance, en intégrant les dernières avancées de la recherche. Destinés aux étudiants comme aux passionnés d'archéologie et d'histoire, ces ouvrages sont devenus des références.

Collection fondée par Jean-Paul Demoule et dirigée par Jean-Paul Jacob.

- *La France du Paléolithique*, Pascal Depaepe, 2009, 22 €
- *Le Mésolithique en France*, Emmanuel Ghesquière et Grégor Marchand, 2010, 22 €
- *La révolution néolithique en France*, sous la direction de Jean-Paul Demoule, 2007, 22 €
- *L'âge du Bronze en France*, Laurent Carozza et Cyril Marcigny, 2007, 20 €
- *L'âge du Fer en France*, Patrice Brun et Pascal Ruby, 2008, 22 €
- *La France gallo-romaine*, Martial Monteil et Laurence Tranoy, 2008, 22 €
- *Archéologie médiévale en France. Le premier Moyen Âge (V^e-XI^e siècle)* Isabelle Catteddu, 2009, 22 €
- *Archéologie médiévale en France. Le second Moyen Âge (XII^e-XVI^e siècle)* Joëlle Burnouf, 2008, 22 €
- *Archéologie de la France moderne et contemporaine*, Gilles Bellan et Florence Journot, 2011, 22 €
- *Archéologie environnementale de la France*, Stéphanie Thiébault, 2010, 22 €
- *Archéologie de la mort en France*, sous la direction de Lola Bonnabel, 2012, 22 €

Collection « Fouilles et découvertes »

Publiés avec les éditions Ouest-France, ces ouvrages sont des synthèses régionales accessibles à un large public, illustrées d'une iconographie très abondante.

Collection dirigée par Jean-Paul Jacob.

- *Archéologie en Normandie*, Vincent Carpentier, Emmanuel Ghesquière et Cyril Marcigny, 2007, 15,90 €
- *L'archéologie de la Grande Guerre*, Yves Desfossés, Alain Jacques et Gilles Prilaux, 2008, 15,90 €
- *Great War Archaeology*, Y. Desfossés *et al.*, 2009, 15,90 €
- *Fouilles et découvertes en Alsace*, sous la direction de Madeleine Châtelet, 2009, 15,90 €
- *Fouilles et découvertes en Franche-Comté*, Claudine Munier et Annick Richard, 2009, 15,90 €
- *Fouilles et découvertes en Bretagne*, Yves Menez et Stéphan Hinguant, 2010, 17,90 €
- *Fouilles et découvertes en Picardie*, Jean-Luc Collart et Marc Talon, 2011, 17,90 €

Collection « À petits pas »

Publiés avec les éditions Actes Sud Junior, ces ouvrages, conçus autour d'un texte accessible et de très nombreuses illustrations, sont destinés aux enfants à partir de sept ans. Les premiers titres ont été traduits en chinois, italien, espagnol, coréen et portugais.

- *L'archéologie à petits pas*, Raphaël De Filippo, 2007, 12 €
- *La préhistoire à petits pas*, Colette Swinnen, 2008, 12,50 €
- *Les Gaulois à petits pas*, Patrick Maguer, 2009, 12,50 €
- *Le Moyen Âge à petits pas*, Vincent Carpentier, 2010, 12,50 €
- *La Gaule romaine à petits pas*, Olivier Blin, 2012, 12,50 €

Hors collections

- *La France racontée par les archéologues. Fouilles et découvertes au XXI^e siècle*, Cyril Marcigny et Daphné Bétard, Gallimard, 2012, 28 €
- *Poteries de Lyon 1500-1850*, Alban Horry, Éditions lyonnaises d'Art et d'Histoire, 2012, 28 €
- *Qui était les Gaulois ?* sous la direction de François Malrain et Matthieu Poux, La Martinière-Universcience éditions, 2011, 29,90 €
- « Les Gaulois », *Textes et documents pour la classe*, CNDP, 2011.
- *Tromelin. L'île aux esclaves oubliés*, Max Guérout, Thomas Romon, CNRS Éditions, 2010, 19 €
- *Lyon. Les bateaux de Saint-Georges. Une histoire sauvée des eaux* Grégoire Ayala, Éditions lyonnaises d'art et d'histoire, 2010, 25 €
- « L'archéologie », *Textes et documents pour la classe*, CNDP, 2007, 5,50 €
- *L'archéologie, petit cours de rattrapage à l'usage des parents*, Pierre Jacquet, éditions Nathan et Biro Éditeur, collection « L'art de répondre aux enfants », 2007 (épuisé).
- *L'Europe, un continent redécouvert par l'archéologie*, sous la direction de Jean-Paul Demoule, Gallimard, 2009, 29 €
- *Cent mille ans sous les rails. Archéologie de la Ligne à Grande Vitesse Est européenne*, collectif, Somogy, 2006, 30 €
- *La France archéologique. Vingt ans d'aménagements et de découvertes*, sous la direction de Jean-Paul Demoule, Hazan, 2004, 45 €

Livres audio

- *Les Gaulois*, Matthieu Poux, De Vive Voix, Universcience, 2011, 9,90 €
- *La Conquête romaine*, Michel Reddé, De Vive Voix, Universcience, 2011, 9,90 €

Publications scientifiques

« Recherches archéologiques » : une nouvelle collection

La collection « Recherches archéologiques », en coédition avec CNRS Éditions, publie des recherches issues de l'archéologie préventive, ayant un intérêt national par l'importance des sites étudiés, par le caractère novateur en termes de méthode ou d'approche scientifique, ou par l'ampleur du territoire pris en compte, dans le cadre de synthèses portant sur plusieurs sites ou sur des thèmes de recherche particuliers. Dotée d'un comité de lecture, cette collection a pour ambition de prendre place parmi les collections de référence dans le champ des publications scientifiques en archéologie. Les deux premiers volumes sont parus en 2011 :

Le cimetière Saint-Michel de Toulouse, sous la direction de Didier Paya et Jean Catalo, 168 p., 25 €

Le bivouac préhistorique du Buhot, à Calleville, sous la direction de Stéphan Hinguant et Miguel Biard, 280 p., 29 €

La ferme du Colombier à Varennes-sur-Seine, sous la direction de Séverine Hurard, mars 2012, 296 p., 29 €

À paraître

Peuplements Néandertaliens dans le nord de la France. Territoires, industries lithiques et occupations humaines durant la phase récente du Paléolithique moyen, par Émilie Goval.

La céramique du Néolithique ancien dans le sud-est du Bassin parisien, par Katia Meunier.

L'établissement mérovingien de Pratz Le Curtillet dans les hautes terres jurassiennes, sous la direction de David Billoin.

Actes de colloques

L'archéologie préventive dans le monde. Apports de l'archéologie préventive à la connaissance du passé

Sous la direction de Jean-Paul Demoule, La Découverte, 2007, 28 €

L'avenir du passé. Modernité de l'archéologie

Sous la direction de Jean-Paul Demoule et Bernard Stiegler, La Découverte, 2008, 22 €

L'archéologie préventive en Afrique. Enjeux et perspectives

Sous la direction de Bouba Ould Mohamed Naffé, Raymond Lanfranchi et Nathan Schlanger, éditions Sépia, 2008, 24 €

La Fabrique de l'archéologie en France

Sous la direction de Jean-Paul Demoule et Christian Landes, La Découverte, 2009, 22 €

La Révolution néolithique dans le monde

Sous la direction de Jean-Paul Demoule, CNRS Éditions, 2010, 30 €

Comment les Gaules devinrent romaines

Sous la direction de Pierre Ouzoulias et Laurence Tranoy, La Découverte, 2010, 22 €

Archéologie du judaïsme en France et en Europe

Sous la direction de Paul Salmona et Laurence Sigal, La Découverte, 2011, 25 €

Des climats et des hommes

Sous la direction de Jean-François Berger, La Découverte, mars 2012, 30 €

À paraître :

La préhistoire des autres, sous la direction de Nathan Schlanger et Anne-Christine Taylor, La Découverte, mai 2012.

« Les cahiers de l'Inrap »

L'Inrap recense les méthodes, le savoir-faire et les connaissances de ses archéologues et les diffuse. Au sein de la collection « Les Cahiers de l'Inrap », l'institut publie des textes méthodologiques qui contribuent au partage des compétences et des techniques. Accessibles en ligne sur le site internet de l'Inrap et adressés à l'ensemble des personnels scientifiques de l'institut, ils ont également vocation à être diffusés auprès de la communauté archéologique, pour favoriser un partage des problématiques et des méthodes.

Le diagnostic des ensembles funéraires, Inrap, 2007.

La géoarchéologie appliquée au diagnostic des sites du Néolithique à nos jours, Inrap, 2008.

Le diagnostic des sites paléolithiques et mésolithiques, Inrap, 2010.

À paraître :

La fouille mécanisée.

Production audiovisuelle

Documentaires

En s'inspirant des politiques de production audiovisuelle des grands musées, l'Inrap a mis en œuvre la production de documentaires sur l'archéologie, selon des approches diversifiées. L'institut finance généralement le développement du projet et accompagne les producteurs dans la recherche de diffuseurs et de partenaires.

Vercingétorix, de Jérôme Prieur, Quark, Inrap, Arte, 2006, 3x52'.

L'autoroute à remonter le temps, de Stéphane Bégoïn, Gédéon Programmes, Arcour Vinci, conseil général du Loiret, Inrap, France 5, 2007, 52'.

Reims la romaine, de Jean-Paul Fargier, Zadig, Inrap, Reims Métropole, Mobilité agglomération rémoise, Arte, 2009, 26'.

Les Premiers Européens, d'Axel Clévenot, Ina, Arte, YLE TV1, Images Plus, Inrap, CNRS images, 2010, 2x53'.

L'archéologue et le bulldozer, d'Alexandre Auque et Sylvie Briet, Arte, Ina, Inrap, 2006, 13'.

Les fouilleurs, de Juliette Senik, Les Films d'Ici, Schuch Productions, Inrap, Public Sénat, 2010, 52'.

Le Déjeuner sous l'herbe, de Laurent Védrine, Tingo Films, Inrap, 2011, 52'.

Les esclaves oubliés de l'île de Tromelin, de Thierry Ragobert, MC4, Inrap, 2010, 52'.

La route des amphores, Nicolas Jouvain, Amip, Inrap, Arte, 2011, 52'.

En production : *Seine-Nord Europe, un canal vers le futur*, de Philippe Fontenoy (Gedeon Programmes, VNF, Inrap), *Le tombeau de l'URSS*, de Jean-Paul Fargier (Zadig, Inrap), *Le crâne de Descartes* d'Axel Clévenot (Mat Films, Inrap, Arte), *Le camp du Dauphin* de Laurent Marmol (Gedeon Programmes, Inrap) et une série de 26 minutes thématique produite par TSVP pour Arte.

Films courts

Pour alimenter les différents contextes de médiation, l'Inrap produit également de courts documents audiovisuels pédagogiques, généralement thématiques : périodes chronologiques, méthodes, métiers... Une sélection est distribuée par l'Adav, centrale d'achat dédiée aux réseaux culturels et éducatifs.

Les Sciences de l'archéologie, films réalisés par Pascal Magontier et Hugues de Rosière (Schuch Productions, Inrap, 2009-2011). La collection illustre les disciplines de l'archéologie. Chacune est traitée à travers l'interview d'un spécialiste représentatif d'une méthode partagée, dans son univers de travail (laboratoire, site archéologique...): Frédéric Audouit, topographe ; Ginette Auxiette, archéozoologue ; Delphine Barbier-Pain, palynologue ; Sylvie Coubray, anthracologue ; Marie-France Dietsch-Sellami, carpologue ; Véronique Gallien, anthropologue ; Alban Horry, céramologue ; Christophe Jorda, géomorphologue ; Émilie Claud, tracéologue ; Isabelle Catteddu, archéologie rurale ; Françoise Labaune, étude de la verrerie ; Isabelle Rodet-Belarbi, spécialiste de l'artisanat de l'os ; Véronique Brunet-Gaston, spécialiste du lapidaire antique ; Nolwenn Zaour, paléométallurgiste ; Luc Lecomte, étude du mobilier métallique.

Les experts de l'archéologie, de Joris Clerté, Marc Chevalier, Pierre-Emmanuel Lyet (Donc voilà, Arte, Inrap). Dix métiers de l'archéologie racontés avec humour, dans des films d'animation au style alerte et percutant : l'archéologue, l'anthracologue, l'anthropologue, l'archéozoologue, le céramologue, le topographe, le palynologue, le géomorphologue, le tracéologue, le xylogue.

L'archéologie préventive en questions, de Raphaël Licandro, TSVP, Inrap, 2010.

Le tombeau de l'URSS, de Jean-Paul Fargier, Zadig, Inrap, 2009.

L'archéologie en 12 minutes, de Jean-Paul Fargier, Zadig, 2008.

Faire parler le sol, de Jean-Paul Gurliat, MVC, RFF, Inrap, 2006.

Histoire d'un bouclier gaulois, de Pierre-André Sauvageot, Label Vidéo, Inrap, 2007.

Paroles d'archéologues, de Jean-Paul Gurliat, MVC, RFF, Inrap, 2006.

Reportages

Chaque année, depuis 2005, une vingtaine de reportages sur l'actualité des découvertes est réalisée sur les sites archéologiques. Ces tournages sur le vif sont l'occasion d'interroger les archéologues sur le terrain, les spécialistes d'une période ou d'une discipline, les aménageurs et parfois le public. Ils permettent de comprendre le travail des chercheurs et d'appréhender les enjeux scientifiques des fouilles.

Parmi les derniers reportages diffusés : *Archéologie dans le centre historique de Nantes*, de Raphaël Licandro (TSVP), *Une maison de maître du I^{er} au III^e siècle dans les Vosges*, de Carole Greco (TSVP), *Les steppes paléolithiques d'Havrincourt*, de Stéphane Bégoïn (Gedeon Programmes), *Archéologie et histoire d'Huguenin Jacquin*, *Bourguignon du XIV^e siècle*, de Raphaël Licandro (TSVP), *Les fouilles de l'aéroport de Siem Reap*, de Sok Visal (391 Films, Vinci).

Site Internet et iconothèque

Internet : 100 000 visiteurs par mois

Le portail de l'Inrap est dédié à un large public (amateurs, étudiants, élus, aménageurs, médias...) et aux chercheurs. Il assure une information régulière sur les fouilles et les découvertes, ainsi que sur les événements (expositions, manifestations, colloques...) et publications dans lesquels s'implique l'Inrap. Le site fournit un catalogue exhaustif de ressources multimédias : une cinquantaine de dossiers thématiques et visites virtuelles, plus de 130 documents audiovisuels, près de 230 émissions de radio, environ 250 conférences enregistrées. Une carte interactive donne accès à plus de 1 400 sites archéologiques géolocalisés et renseignés.

Un espace est également dévolu à la communauté scientifique avec notamment une présentation des programmes scientifiques de l'institut et un accès à sa base documentaire « Dolia » riche de 14 046 notices et de l'intégralité de 400 rapports de fouille.

Enfin, une lettre d'information mensuelle est envoyée à environ 25 000 contacts. En janvier 2012, le site compte plus de 100 000 visiteurs uniques par mois. L'Inrap a conclu de nombreux partenariats afin d'élargir la diffusion de ses réalisations audiovisuelles et multimédias auprès des réseaux culturels, scientifiques et éducatifs.

Iconothèque : 2 364 documents téléchargeables

L'Inrap ouvre au public « Images d'archéologie ». Disponible sur le portail de l'Inrap, ce fonds rassemble les ressources iconographiques remarquables produites par l'institut à des fins de médiation. Sans équivalent dans le web francophone, « Images d'archéologie » facilite la diffusion de la production de l'Inrap pour faire mieux connaître les méthodes et les résultats de la recherche.

Le fonds est composé de dessins, de photos, de plans, de coupes et d'autres images à caractère scientifique, d'illustrations, de photos panoramiques, de reportages photos, mais aussi d'affiches, de dépliants de visite de site, de dossiers de presse, de brochures, de dossiers pédagogiques, et enfin d'audiovisuels (animations, reportages, documentaires, collection « Les sciences de l'archéologie », conférences, interviews...).

« Images d'archéologie » permet de télécharger gratuitement en basse définition l'ensemble du fonds pour les usages non-commerciaux : dossiers pédagogiques, cours, conférences, diaporamas, etc.

Le fonds, amené à s'enrichir régulièrement, compte aujourd'hui 2 364 documents. Pour favoriser une meilleure diffusion dans le secteur de l'édition, l'Inrap a confié l'exploitation commerciale de ce fonds à l'agence photographique de la Réunion des musées nationaux.

Partenaires et mécènes

Depuis sa création, l'Inrap développe des liens avec des partenaires scientifiques et culturels. À cet effet, nombre d'accords ont été passés avec des institutions variées : universités, centres de recherche, collectivités territoriales, aménageurs publics ou privés... En outre, depuis 2010 l'institut développe une politique de mécénat. Ces partenariats favorisent les activités de recherche, d'enseignement, de diffusion culturelle.

Universités et établissements d'enseignement : École du Louvre, Institut national d'histoire de l'art, Institut national du Patrimoine, université d'Aix-Marseille I, université de Bourgogne, université de Lille III, université de Montpellier III, université de Paris I, universités de Rennes I et II, université de Reims Champagne-Ardenne, université de Tours.

Unités mixtes de recherche : UMR 3134 Centre d'études alexandrines ; UMR 5060 Institut de recherche sur les archéomatériaux, Belfort ; UMR 5140 Archéologie des sociétés méditerranéennes, Lattes ; UMR 5199 De la Préhistoire à l'Actuel : culture, environnement et anthropologie, Talence ; UMR 5608 Travaux et recherches archéologiques sur les cultures, les espaces et les sociétés, Toulouse ; UMR 6042 Laboratoire de géographie physique et environnementale, Clermont-Ferrand ; UMR 6298 Archéologie, Terre, Histoire, Sociétés, Dijon ; UMR 6249 Chrono-environnement ; Besançon ; UMR 6273 Centre de recherches archéologiques et historiques anciennes et médiévales, Caen ; UMR 6566 Centre de recherche en archéologie, archéosciences, histoire ; UMR 7041 Archéologie et sciences de l'Antiquité, Nanterre ; UMR 7044 Étude des civilisations de l'Antiquité : de la Préhistoire à Byzance, Strasbourg ; UMR 7055 Préhistoire et technologie, Nanterre ; UMR 7209 Archéozoologie, archéobotanique, Paris ; UMR 7264 Cultures et environnements Préhistoire, Antiquité, Moyen Âge, Nice ; UMR 7324 Laboratoire archéologie et territoires, Tours ; UMR 8164 Histoire, Archéologie et littérature des mondes anciens, Villeneuve-d'Ascq.

Centres de recherches et laboratoires : Bureau de recherches géologiques et minières ; Centre de recherche archéologique de la vallée de l'Oise ; CNRS ; Collège de France ; EA 3002 Identités, Territoires, Expressions, Mobilités, Pau ; A 3811 Hellénisation et romanisation des Mondes anciens, Poitiers ; École pratique des hautes études ; Fondation de la Maison des sciences de l'Homme ; Groupe de recherche en archéologie navale ; Institut Ausonius-Archéopole d'Aquitaine ; Maison des sciences de l'Homme d'Aquitaine ; Synchrotron Soleil.

Centres de culture scientifique, technique et industrielle : Cap Sciences, Cap'Archéo, Universcience.

Musées : Centre Georges-Pompidou, Cité de l'architecture et du patrimoine, mémorial de Verdun, musée archéologique de Strasbourg, musée d'anthropologie préhistorique de Monaco, musée d'archéologie nationale, musée d'art et d'histoire du judaïsme, musée basque et de l'histoire de Bayonne, musée de Bibracte, musée Carré Plantagenêt, musée Champlitte, musée départemental d'Arles antique, musée départemental des antiquités de Rouen, musée eucharistique du Hiéron, musée gallo-romain de Lyon-Fourvière, musée de Jublains, musée Lorrain, musée du

Louvre, musée national de la Préhistoire, Muséum national d'histoire naturelle, musée de Préhistoire d'Ornac, musée du Quai Branly, musée Rodière, musée des Tumulus de Bougon.

Sites archéologiques : parc archéologique de Cassinomagus, parc archéologique de Samara, Pôle international de Préhistoire des Eyzies-de-Tayac, site du Pont du Gard.

Associations : Les Ambiani, Les Amis du Vieux Marignane, Archéomed, Association de recherche et d'études des sites archéologiques comtois, Association de recherche et de documentation archéologique en Haute-Provence, Carta, Centre d'études napoléoniennes, Festival national d'archéologie de Privas.

Services archéologiques de collectivités territoriales : Pôle archéologique interdépartemental rhénan ; Atelier du Patrimoine de la ville de Marseille (voir aussi villes, communautés d'agglomération, conseils généraux et régionaux).

Villes : Amiens, Angers, Aoste, Autun, Avion, Baillet-en-France, Beauvais, Belfort, Blois, Besançon, Béziers, Bordeaux, Carnac, Cernay, Châlons-en-Champagne, Chalon-sur-Saône, Chambéry, Chartres, Chelles, Chevroches, Clermont-Ferrand, Colmar, Esvres-sur-Indre, Étampes, Evreux, Flers, Fréjus, Gonesse, Le Mans, Mâcon, Marseille, Montauban, Montpellier, Nancy, Nanterre, Nice, Nîmes, Noisy-le-Grand, Parthenay, Perpignan, Poitiers, Puisserguier, Quinson, Rennes, Roanne, Romilly-sur-Andelle, Saint-Brieuc, Saint-Dizier, Saint-Herblain, Saint-Quentin, Saint-Raphaël, Sarrebourg, Sauveterre-la-Lémance, Savigny-le-Temple, Serris, Soissons, Strasbourg, Thionville, Toulouse, Tours, Valence, Villeneuve-d'Ascq, Vitry-sur-Orne.

Communautés d'agglomération : Artois, Douaisis, Val de Fensch, Metz Métropole, Montpellier, Pays chatelleraudais, Reims Métropole, Rennes Métropole, Varennes-Forterre, Entre Lirou et canal du Midi.

Conseils généraux : Aisne, Allier, Ardennes, Côtes-d'Armor, Deux-Sèvres, Dordogne, Essonne, Hauts-de-Seine, Haute-Saône, Indre-et-Loire, Landes, Maine-et-Loire, Loiret, Mayenne, Pyrénées-Orientales, Rhône, Seine-Maritime, Seine-Saint-Denis, Somme, Vendée.

Conseils régionaux : Guadeloupe.

Terres australes et antarctiques françaises

Institutions diverses : Établissement public Paris-Saclay, Institut national de l'audiovisuel, Institut géographique national, parc des expositions de Limoges, parc naturel des Landes de Gascogne, Unesco.

Mécènes : Arcour-Vinci, Bouygues Bâtiment Île-de-France, Bouygues Travaux Publics, Cambodia Airports (filiale de Vinci Airports), Fondation EDF, Fondation du Patrimoine, Fondation pour la mémoire de le Shoah, Fondation Rothschild-Institut Alain de Rothschild, Fondation Total, GRT gaz, Mobilité agglomération rémoise, Réseau ferré de France, Voies navigables de France.

« Nouveaux champs de la recherche archéologique » *Archéopages* hors-série

La multiplication des fouilles et la masse de données recueillies sur toutes les périodes grâce à l'archéologie préventive ont élargi les perspectives de la recherche : elles ont notamment contribué à extraire l'archéologie d'une focalisation traditionnelle sur des sites isolés, très datés sur le plan chronologique, pour étendre les problématiques à l'appréhension de territoires dans leur ensemble, étudiés dans toute la durée des occupations humaines.

Publié sous la direction de Pascal Depaepe, directeur scientifique et technique de l'institut, ce numéro de la revue scientifique de l'Inrap explore ces nouveaux domaines de recherche. Quarante-trois auteurs étrangers et français y présentent l'évolution de la discipline, les modalités de la recherche et une série de travaux exemplaires.

212 pages, 21,50 € diffusion La Documentation française, parution 22 mars 2012.



La France racontée par les archéologues

Fouilles et découvertes au XXI^e siècle

par Cyril Marcigny et Daphné Bétard
Préface de Jean-Paul Jacob, président de l'Inrap

• Le livre

En dix ans, plus de 2 000 fouilles archéologiques ont été menées grâce à l'archéologie préventive qui précède les chantiers d'aménagement lancés sur tout le territoire. Faisant la synthèse de cette moisson de résultats inédits, ce livre revisite l'histoire et la géographie de la France à la lumière des découvertes les plus marquantes. *La France racontée par les archéologues* embrasse 200 000 ans de présence humaine. Des traces de pré-Néandertaliens dans la vallée de la Seine jusqu'aux stigmates des conflits du XX^e siècle, cette fresque fait découvrir des aspects insoupçonnés de notre passé : changements climatiques, transformations des paysages, migrations et occupation du territoire, modes de vie, hiérarchies sociales, habitat, techniques agricoles, artisanales et industrielles, échanges économiques, religions, pratiques funéraires, art... Et elle nous rappelle que partout, sous nos pas, les « archives du sol » attendent encore leurs découvreurs.



Plus de 300 photographies illustrent les fouilles récentes de 168 sites répartis sur 154 communes dans toute la France (liste disponible sur demande). Des cartes les situent dans l'hexagone.

• Les auteurs

Cyril Marcigny est archéologue à l'Inrap, directeur adjoint de l'UMR « Centre de recherche en Archéologie, Archéosciences, Histoire » et chargé de cours au sein des universités Rennes I et II. Spécialisé dans le Néolithique et l'âge du Bronze, il a rédigé plusieurs articles et ouvrages sur l'ouest de la France.

Daphné Bétard est journaliste au *Journal des Arts*, où elle est en charge des sujets consacrés à l'archéologie, au patrimoine et à l'art ancien.

• Actualité

L'ouvrage est publié à l'occasion des 10 ans de l'Institut national de recherches archéologiques préventives, dont le rôle est de sauvegarder par l'étude le patrimoine archéologique touché par les opérations d'aménagement du territoire : chantiers urbains et ruraux, grands tracés tels que lignes à grande vitesse, autoroutes, canaux, etc. Ses 1 700 archéologues réalisent chaque année 1 500 diagnostics archéologiques et 250 fouilles, en partenariat avec les aménageurs privés et publics, en France métropolitaine et dans les DOM.



NOUVEAUTÉ

Prix : 28 €

224 pages

Format : 200 x 240 mm,
broché avec rabats

305 photographies

Parution : 8 mars 2012

Disponible en service de
presse le 27 février 2012

ATTACHÉS DE PRESSE

Editions Gallimard

Alain Derouilhe

01 49 54 14 29

alain.derouilhe@gallimard.fr

Assisté de Charlotte Fagart

01 49 54 42 91

charlotte.fagart@gallimard.fr

Inrap

Mahaut Tyrrell

01 40 08 80 24

mahaut.tyrrell@inrap.fr

2002 → 2012 +
Dix ans de découvertes
archéologiques

+

Albums
Gallimard

Événements du 10^e anniversaire

Afin de célébrer 10 années de recherche archéologique, l'Inrap a suscité une importante production scientifique et éditoriale. En outre, il organise de nombreux événements.

- 28 et 29 janvier : colloque consacré à « L'archéologie au laboratoire », organisé par l'Inrap avec la fondation EDF et Universcience.
- 17 février : parution de *La Gaule romaine à petits pas*, d'Olivier Blin et Benjamin Lefort, aux éditions Actes Sud Junior.
- 8 mars : parution de *La France racontée par les archéologues*, de Cyril Marcigny et Daphné Bétard, aux éditions Gallimard : un parcours de l'histoire et de la géographie de la France, à travers dix ans de découvertes archéologiques, 168 sites et 154 communes.
- 8 mars : parution d'*Archéologie de la mort en France*, sous la direction de Lola Bonnabel, aux éditions La Découverte.
- 20 mars : parution du n° hors série d'*Archéopages* consacré aux « Nouveaux champs de la recherche en archéologie ».
- 20 mars : soirée réunissant, élus, aménageurs, partenaires scientifiques et culturels de l'Inrap, archéologues... à la Cité des sciences et de l'industrie.
- 22 mars : parution de *Des climats et des hommes* aux éditions La Découverte, actes du colloque organisé en 2009 à la Cité des sciences et de l'industrie, et de *La ferme du Colombier à Varennes-sur-Seine (XVI^e-XVIII^e siècles)*, 3^e volume de la collection « Recherches archéologiques », coéditée par l'Inrap avec CNRS éditions.
- 28 avril : ouverture de l'exposition « Montpellier, terre de faïence » au musée Fabre de Montpellier et au musée Henri-Prades à Lattes, en coproduction avec l'Inrap.
- 9, 10 et 11 mai : colloque « Archéologie de l'esclavage colonial » organisé par l'Inrap, le musée du quai Branly et le Comité pour l'histoire et la mémoire de l'esclavage, pour faire le point sur les avancées récentes de l'archéologie de l'esclavage colonial, en Amérique, dans les Caraïbes, en Afrique et dans l'océan Indien.
- En mai, parution de *La Préhistoire des autres* aux éditions La Découverte, actes du colloque organisé avec le musée du quai Branly en janvier 2011.
- 22-24 juin : Journées nationales de l'Archéologie, organisées sous l'égide du ministère de la Culture et de la Communication et pilotées par l'Inrap.
- 29 juin : ouverture à Boulogne-sur-Mer de l'exposition « Par-delà l'horizon : les sociétés en Manche et mer du Nord il y a 3 500 ans », consacrée aux peuples de la Manche et au bateau de l'âge du Bronze découvert à Douvres lors d'une fouille préventive en 1992.
- 7 juillet : ouverture de l'exposition « Festins de la Renaissance » au château royal de Blois.
- Septembre : ouverture de l'exposition « Les monuments de spectacle en Gaule du Sud », produite avec la ville de Fréjus au musée archéologique d'Antibes.
- Octobre : présentation des bas-reliefs de Joseph Tchaïkov – sculptés pour le pavillon soviétique de l'exposition internationale de 1937 et mis au jour par l'Inrap en 2009 à Baillet-en-France – dans le cadre de « Encuentros con los 30 » (ambitieuse rétrospective sur l'art des années 1930), au musée national-centre d'art Reina Sofia à Madrid.

Jean-Paul Jacob et Jean-Paul Demoule débattent de la vocation scientifique de l'Inrap

À l'occasion du 10^e anniversaire de l'Inrap, Jean-Paul Jacob, président de l'Inrap et Jean-Paul Demoule, professeur à l'Institut universitaire de France et président de l'Inrap de 2002 à 2008, débattent de la vocation scientifique de l'institut.

Entretien publié dans le numéro hors série d'Archéopages « Nouveaux champs de la recherche », février 2012.

Le projet d'un institut national de recherches archéologiques préventives

Jean-Paul Jacob – Dans les années 1970 et 1980, il y avait une confusion totale entre les services de l'État et l'Afan, à telle enseigne que le président de l'association était le sous-directeur de l'archéologie au ministère de la Culture et que les conservateurs régionaux de l'archéologie, alors encore appelés les directeurs des antiquités, avaient les chèquiers de l'association... Sur le plan juridique, cela constituait une situation de « gestion de fait ». En outre, sur le plan scientifique, cela plaçait les archéologues de l'Afan dans une position assez ancillaire vis-à-vis des conservateurs régionaux. C'est pourquoi s'est posée, de façon récurrente, la question de la forme juridique et organisationnelle à donner à l'association et que j'ai toujours été mu par le souci qu'un régime juridique digne de ce nom soit donné à l'archéologie que l'on disait à l'époque encore « de sauvetage ». C'est d'ailleurs pour cette raison que j'ai quitté le CNRS en 1982 pour le ministère de la Culture, afin d'être au plus près des enjeux de terrain.

Jean-Paul Demoule – Pour ma part, j'ai toujours été frappé par le fait que la France a créé l'École française de Athènes en 1846, l'École française de Rome en 1872, ou l'Institut français

d'archéologie orientale en 1880, mais que, à la fin des années 1990, plus d'un siècle plus tard, notre pays n'avait toujours pas d'institut de recherche dévolu à l'archéologie de son propre territoire, pourtant dite « nationale », le Centre de recherche archéologique du CNRS n'ayant été qu'une expérience sans lendemain, et non spécifiquement métropolitaine. C'était un paradoxe sur le plan scientifique qui a des racines assez profondes dans l'histoire de la pensée politique en France... Et depuis le début de mon activité d'archéologue dans les années 1970, notamment dans la vallée de l'Aisne, la question de la création d'un institut de recherche m'a préoccupé. Elle a pris un relief particulier avec le développement de l'archéologie de sauvetage, qui allait devenir l'archéologie préventive. Le volume des travaux, et les effectifs impliqués avaient considérablement augmenté et la discipline est allée de crise en crise. De fait, l'Afan était devenue la deuxième association en France en termes d'effectifs. Le débat qui a couru au fil des nombreux rapports sur l'archéologie – de 1974 à 1998 –, était de déterminer quelle serait la structure la plus adaptée : un établissement public industriel et commercial, pour recevoir les fonds des aménageurs, ou un établissement public administratif, proche dans sa structure de celle des établissements de recherche. Lors de la crise de 1998, j'ai été chargé d'une mission avec Bernard Pêcheur, un conseiller d'État, ancien directeur de la Fonction publique, et Bernard Poignant, le député-maire de Quimper. Nous avons rencontré des représentants de toutes les professions archéologiques et l'idée s'est imposée que si l'on créait une structure, il valait mieux que cela soit un institut de recherche avec des missions assez larges.

JPJ – Pour ma part, j'étais partisan de l'intégration d'une partie des agents

de l'Afan au sein du ministère de la Culture pour faire ce que l'on appelait à l'époque les sondages et que sont aujourd'hui les diagnostics, dans la mesure où il s'agit de la partie régaliennne de l'activité archéologique qui fonde la prescription. Mais je n'étais malgré tout pas tout à fait convaincu de cette option car je pense qu'un bon prescripteur doit être un bon fouilleur et qu'un bon fouilleur sera un bon diagnostiqueur. *In fine*, c'est le scientifique qui a prévalu sur la pure logique juridique et c'est tant mieux.

JPD – De fait, en 1985, la première vague d'intégration de ces archéologues de l'Afan s'est faite au sein de la sous-direction de l'Archéologie où, sur 250 agents, la moitié vient de l'Afan, parmi lesquels de nombreux conservateurs régionaux aujourd'hui en poste. C'était, dix-sept ans avant la création de l'Inrap, une première forme de reconnaissance des compétences scientifiques des archéologues de l'Afan.

JPJ – Comme conservateur régional de l'archéologie de 1981 à 1996, je me suis battu dès les années 1980 pour ne plus être seul signataire des notices des informations de Gallia, estimant que le fouilleur devait signer aussi, et non pas le seul conservateur régional, c'était une reconnaissance légitime de la qualité scientifique des personnes titulaires de l'autorisation de fouilles, qu'elles soient de l'Afan ou même bénévoles.

JPD – Pour la plupart d'entre nous, toutes institutions confondues, il est évident que la fouille est un acte scientifique puisque c'est la façon dont on fouille qui conditionne le reste de la recherche : pour prendre un seul exemple, si on relève un trou de poteau sans savoir quelle structure on peut attendre, on ne va pas trouver cette structure... Donc il n'y aurait pas dû y avoir de débat sur le statut de l'Inrap. Mais dans différents ministères et dans les avis du Conseil de la Concurrence en 1998, prévalait la dichotomie entre deux

archéologies sans rapport l'une avec l'autre : une archéologie « de sauvetage », qui aurait relevé d'une activité de terrassement, et une archéologie considérée comme de la « vraie science ». Pourtant, personne n'estime que lorsqu'un chercheur du CNRS fouille sa truelle à la main, c'est un terrassier ; alors que lorsqu'il est derrière son ordinateur, c'est un vrai chercheur ! Tout cela est évidemment intégré... Lorsque nous avons interrogé la profession, Bernard Pêcheur et Bernard Poignant ont évidemment compris que l'archéologie est une démarche globale, de la fouille à l'exploitation scientifique des résultats. Il était donc rationnel de proposer la transformation de l'Afan en un institut de recherche. D'autant plus qu'il fallait exploiter scientifiquement les résultats de fouilles préventives innombrables, ce que ne pouvaient plus faire les seuls archéologues des services régionaux, du CNRS ou de l'Université. Enfin, il y avait la question de la restitution des résultats au public, qui apparaissait comme un enjeu majeur de diffusion culturelle et une nécessité impérieuse pour rendre la discipline légitime aux yeux de tous.

JPJ – Le fait d'opter pour un institut national tenait aussi compte de l'évolution des compétences. Au fil des années, un certain nombre d'archéologues recrutés comme techniciens étaient devenus des chercheurs de haut niveau. Une agence de moyens, sous statut associatif ou sous un autre statut, n'aurait pas permis de faire durablement évoluer les compétences de cet extraordinaire vivier de chercheurs et de très bons techniciens qu'était devenue l'Afan. Avec dix années de recul, c'est d'une évidence implacable. Nous le mesurons clairement à travers l'implication des archéologues de l'Inrap dans les structures collectives de recherche.

La recherche à l'Afan

JPJ – Au début, les agents de l'Afan prenaient souvent sur leur temps personnel – qui était en général rémunéré par l'Unedic... – pour faire de la recherche après la fouille et même parfois pour rédiger le rapport. Mais il n'y avait pas de recherche organisée et c'étaient les services régionaux de l'archéologie qui, dans le meilleur des cas, incitaient et coordonnaient les publications. Cela étant, les archéologues de l'Afan n'étaient pas suffisamment considérés, et l'on trouve encore aujourd'hui des chercheurs qui estiment que ceux de l'Inrap sont une catégorie à part...

JPD – C'est ridicule, d'autant que, je le disais, aujourd'hui le CNRS n'aurait pas les forces pour exploiter le volume considérable de données qu'apporte l'archéologie préventive. Mais, en outre, peu de ses chercheurs en auraient les compétences : moi-même, aujourd'hui, je serais incapable de conduire une fouille préventive de grande surface, urbaine en tout cas...

L'organisation de la recherche à l'Inrap

JPD – La première décision forte a été la création d'une direction scientifique, explicitement mentionnée dans le décret statutaire. Avec Jean-Pierre Giraud, le premier directeur scientifique, qui venait du ministère de la Culture, puis avec Pascal Depaepe son successeur, issu de l'Inrap, nous avons défini des programmes de recherche en nous appuyant sur un conseil scientifique, prévu par le décret statutaire. Dans le même temps, nous avons fait émerger des projets scientifiques, en attribuant des moyens spécifiquement dévolus à cela. De « mon temps », on n'en avait pas assez, mais c'était déjà un progrès considérable.

JPJ – Actuellement, l'Inrap consacre 18 600 jours-homme à la recherche

(entendue, par commodité, comme l'ensemble des activités qui se font au-delà de la remise du rapport de fouille). Sur ce quota sont « financées » toute une série de participations à des instances scientifiques, qui sont indispensables mais qui ne sont pas de la recherche à proprement parler. Donc, seuls 13 000 à 14 000 jours sont effectivement consacrés à la recherche, et notamment aux projets d'activité scientifique (PAS). Cela représente un ratio d'environ 6 à 7 % de l'activité. Ce chiffre n'a pas évolué en valeur absolue malgré la progression des effectifs CDI, constante sur la période, et c'est évidemment insuffisant.

JPD – Dans les années 2002 à 2008, on pouvait satisfaire environ un tiers des demandes émanant des agents de l'Inrap. Où en êtes-vous maintenant ?

JPJ – Actuellement, avec l'aide du conseil scientifique, ce sont environ 50 % des demandes qui ne peuvent être retenues. Si nous sommes en progrès, le niveau de l'enveloppe reste insuffisant pour accompagner les projets des agents qui légitimement souhaitent développer leurs recherches, dans le cadre de la programmation scientifique de l'institut et la définition d'axes de recherches, à travers les projets d'activités scientifiques, et au sein des unités mixtes de recherche. Par ailleurs, l'ambition doit être d'accroître le soutien aux jeunes chercheurs, et notamment les thésards, ce qui se fait chaque année mais on pourrait encore améliorer les choses. Enfin, je mène avec Arnaud Roffignon, le directeur général, des démarches pour que l'Inrap soit reconnu comme « organisme de recherche » par le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, et nous avons désormais bon espoir d'y parvenir, avec l'aide du ministère de la Culture.

Les axes de recherche

JPD – La définition d'axes de recherche était indispensable pour ne pas éparpiller

les moyens et pour concentrer les efforts sur les problématiques les plus importantes, les questions nouvelles, les synthèses... Par ailleurs, personnellement, j'estime que le Conseil national de la recherche archéologique ne définit pas suffisamment de priorités, notamment dans le champ de l'archéologie préventive où le nombre d'opérations est très important et où les choix pourraient être guidés par des orientations nationales. Il était donc indispensable que l'Inrap définisse ses propres axes de recherche.

JPJ – L'un des atouts de l'institut, c'est d'avoir une vision nationale des travaux de recherche, pour l'ensemble des périodes et des domaines. Par essence tête de réseau et lieu de synthèse, l'Inrap est certainement l'une des seules structures en France à être capable de conduire de grands travaux de synthèse comme l'enquête nationale sur l'âge du Bronze et le premier âge du Fer, ou celle sur le second âge du Fer. Pascal Depaepe conduit aussi un chantier qui contribue à mieux corréliser les données sur le paléolithique, celles du nord comme celles du sud. Cela semble simple, mais n'avait pas été fait. C'est tout à fait fondamental d'exploiter des centaines de milliers de données émanant de milliers de sites. Nous voyons ainsi les lacunes et pouvons contribuer à faire émerger une nouvelle génération de chercheurs, comme dans le domaine de l'Antiquité gallo-romaine, qui est, toutes institutions confondues, un peu sinistrée actuellement.

JPD – En effet, si l'on observe l'état de la recherche par grandes périodes, la situation est satisfaisante pour la Préhistoire et la Protohistoire. En ce qui concerne le Moyen Âge, la recherche connaît un développement important, et d'ailleurs les historiens commencent à prendre en compte nos travaux. Mais, pour la période gallo-romaine, il y a un hiatus entre ce que l'Inrap apporte en termes de connaissance des installations rurales ou des agglomérations

secondaires, et la recherche académique qui reste attachée à des problématiques traditionnelles, que les données de l'archéologie préventive rendent un peu « archaïques ».

L'émergence des problématiques

JPJ – Il y a un aller-retour permanent entre les questions que l'on se pose *a priori* et les données qui remontent du terrain. Mais la spécificité de l'archéologie, c'est évidemment de travailler sur des données matérielles, sans *a priori*. Il est certain, par exemple, que la fouille systématique de grandes surfaces et le développement de l'archéologie urbaine ont imposé de nouvelles approches : sur les fermes indigènes, sur l'époque paléochrétienne, sur le haut Moyen Âge... Et à partir des données, on construit des modèles, que l'on remet en question au fil des découvertes et de l'évolution des méthodes, qui progressent de façon spectaculaire comme l'a montré le récent colloque « L'archéologie au laboratoire » que l'Inrap a coproduit avec le département R&D d'EDF.¹

JPD – Les grands changements ont été parfois suscités par l'archéologie préventive et se sont étendus à l'ensemble de la communauté scientifique. Ainsi, les résultats de fouilles de grandes surfaces ont motivé la reprise de fouilles programmées sur des thèmes renouvelés. Personnellement, ce qui me paraît le plus fondamental ce sont les approches territoriales : il ne s'agit plus de fouiller un site prestigieux isolé mais de comprendre l'ensemble du fonctionnement d'un territoire.

L'enjeu d'un institut unique

JPD – Dans le système anglo-saxon, la recherche se fait à l'Université.

¹ 27-28 janvier 2012, à la Cité des sciences. Actes à paraître en 2013, sous la direction de Stéphanie Thiébault et Pascal Depaepe, La Découverte-Inrap.

En France, on est plutôt accoutumés à avoir des instituts nationaux. Bénéficiaire d'une structure nationale permet de réconcilier deux traditions longtemps « étanches » l'une à l'autre – l'archéologie préhistorique et l'archéologie historique – et de faire émerger des problématiques transversales.

JPJ – L'histoire est un continuum : avoir un institut qui couvre toutes les périodes, à l'échelle nationale, est extrêmement important. C'est pour cela que j'ai proposé que la programmation scientifique de l'institut, qui est arrêtée après avis du conseil scientifique, puisse être présentée au Conseil national de la recherche archéologique et ainsi s'intégrer dans une réflexion encore plus globale sur la politique archéologique.

JPD – Cette unité de la recherche, permise par l'Inrap, est d'autant plus importante que l'organisation récente du CNRS a réinstauré la vieille césure épistémologique du XIX^e siècle entre études préhistoriques, aujourd'hui rattachées à l'INEE, et archéologie historique placée dans l'orbite de l'INSHS.

JPJ – Une des richesses de l'Inrap, outre la couverture complète du champ chronologique, c'est la pluridisciplinarité. Il n'y a pas d'autre exemple, à cette échelle dans le domaine de l'archéologie, d'institution pluridisciplinaire. C'est un modèle très original, d'une grande exigence scientifique et méthodologique, qui permet d'intégrer l'ensemble des problématiques dès la fouille, et de mobiliser « en temps réel » tout le spectre des compétences.

JPD – Un des atouts d'une structure d'une certaine taille, c'est aussi qu'elle peut se doter d'outils de diffusion des résultats scientifiques – comme cette revue même, le site internet... – ou se doter de compétences de valorisation, qui manquaient jusque-là dans le champ de

l'archéologie – comme la production audiovisuelle documentaire. L'Inrap a ainsi pu mettre en œuvre une politique publique de diffusion de la connaissance archéologique – à l'instar du Louvre dans le champ de l'histoire de l'art – qui est indispensable pour faire accepter les contraintes de l'archéologie préventive, mais qui, surtout, manquait dans notre pays en termes de diffusion culturelle.

Le choix des projets

JPD – On est passé des « projets individuels de recherche » aux « projets d'action scientifique » qui se sont intégrés, à quelques exceptions près, dans les axes de recherche de l'Inrap et qui font la part belle à des travaux d'équipe. Il y a eu un encouragement très important aux publications, ainsi qu'à la mise en ligne des rapports de fouilles, qui sortent du statut de littérature grise et sont ainsi accessibles à l'ensemble de la communauté scientifique (et au-delà).

L'évaluation scientifique

JPJ – L'évolution des projets de recherche est aussi liée à celle des compétences scientifiques : or on assiste à une progression régulière du niveau scientifique des archéologues de l'Inrap ; ainsi, aujourd'hui 130 agents sont docteurs, dont quelques-uns HDR et plusieurs centaines sont au moins d'un niveau master. Un des autres atouts de l'institut c'est l'émergence de spécialistes de plus en plus pointus, reconnus par leurs pairs. L'ensemble de ces personnels doit pouvoir bénéficier d'une évaluation scientifique, ce qui confortera cette reconnaissance. Et, comme je l'indiquais tout à l'heure, l'institut devra aussi être évalué par l'Agence d'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur (Aeres).

JPD – De mon point de vue, cette évaluation est capitale. Elle confortera le statut scientifique de l'Inrap. Comment envisagez-vous sa mise en œuvre ?

JPJ – Il s’agit d’un chantier important de l’année 2012 et nous n’avons pas encore arrêté le dispositif dans toutes ses modalités. Mais ce que je peux dire, c’est que pour les archéologues de l’Inrap, elle sera concentrée sur les agents de catégories quatre et cinq. Les agents de catégorie trois et deux pourraient être également évalués, sur la base du volontariat. L’enjeu est de déterminer un dispositif à la fois simple et efficace qui puisse bien évidemment reposer sur une évaluation par les pairs. Nous avons pour objectif de mettre en place le dispositif à compter de 2013.

JPD – Il faudrait faire comme au CNRS et avoir une catégorie d’ingénieurs-techniciens d’une part, et de l’autre une catégorie de chercheurs fortement impliqués. Cette question est restée en jachère de 2002 à 2008, car, avec Marion Julien puis Nicole Pot – les deux directrices générales avec lesquelles j’ai eu l’honneur de travailler – il y avait plus urgent. Mais je pense maintenant que cela n’aurait rien de dévalorisant et qu’il faudrait deux catégories distinctes...

JPJ – Beaucoup a été fait, mais il y a encore tant à faire, je peux l’assurer ! Par ailleurs, il ne faut pas confondre l’évaluation scientifique des agents avec l’évaluation de leur « manière de servir », qui est une obligation réglementaire et s’applique à l’ensemble des agents – nous venons de la mettre en place pour la filière administrative, et elle sera étendue à la filière scientifique et technique en 2013, avec l’évaluation scientifique. En effet, les temps ne peuvent être les mêmes et si l’entretien professionnel doit être annuel, l’évaluation scientifique ne prend de sens que dans un temps plus long.

JPD – Si l’on prend le CNRS, ses ingénieurs-techniciens sont évalués par le patron du laboratoire suivant leurs compétences, et les chercheurs sont évalués par des commissions scientifiques.

JPJ – Pour l’évaluation scientifique, il faut que l’Inrap fasse comme d’autres structures. Il faut réfléchir à un système de commissions, en lien avec le conseil scientifique. De fait, comme au CNRS, ce sont les pairs qui évalueront. Et cette évaluation doit pouvoir s’appuyer notamment sur les publications, la participation active à des équipes de recherche, aux colloques, etc.

Les moyens de la recherche

JPJ – Aujourd’hui, nous l’avons dit, les moyens dévolus à la recherche sont insuffisants. 18 600 jours-homme, ce n’est pas assez. Il n’en reste pas moins que l’Inrap offre des possibilités que l’on ne trouve nulle part ailleurs lorsque l’on est archéologue pour allier terrain et recherche. Beaucoup de jeunes chercheurs très prometteurs l’ont bien compris. Avec la réforme de la redevance d’archéologie préventive (RAP) que le Parlement vient d’adopter, les moyens alloués à l’archéologie préventive ont été consolidés et nous ne dépendrons plus de subventions « exceptionnelles » mais qui étaient devenus hélas récurrentes. La réforme ne permettra *a priori* toutefois pas de consacrer plus de moyens à la recherche, l’ambition du gouvernement n’ayant pas rencontré le consensus au niveau du Parlement. On peut toutefois espérer que le montant de la RAP soit augmenté dans les années à venir, le dispositif actuel constituant un socle solide. Par ailleurs, la part de la RAP qui finance la recherche est enviée par les services des collectivités territoriales, voire par les opérateurs privés et, là, on touche à un problème de fond car la loi de 2003 n’est pas une loi de décentralisation ; le législateur a bien confié à l’institut un rôle spécifique d’exploitation et de valorisation de l’ensemble des résultats, bien au-delà de la libération des terrains. L’Inrap, je le disais précédemment, a un rôle de synthèse et les moyens ne peuvent être dispersés si l’on conserve cette ambition. Mais l’Inrap est aussi un lieu de débat et l’ensemble des

contributions à la recherche, quels qu'en soient les acteurs, doit pouvoir être discuté et confronté. C'est pourquoi l'institut a développé une large politique de partenariat avec nombre d'institutions, bien sûr avec le CNRS mais également avec les services agréés de collectivités territoriales.

JPD – Un rôle spécifique d'exploitation et de valorisation de l'ensemble des résultats, c'est bien la vocation de l'établissement. Cependant, jusqu'à présent, le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche n'a pas financé l'Inrap. Il serait logique qu'il contribue à hauteur de 20 à 30 millions d'euros environ. Il finance bien la Cité des sciences et de l'industrie ou le musée du Quai Branly qui ne sont pas des institutions plus scientifiques que l'Inrap. Cela pourrait être une source de financement supplémentaire, exclusivement fléchée sur la recherche, indépendamment des diagnostics ou des fouilles.

JPJ – Je le pense aussi et j'ai déjà eu l'occasion de le dire à plusieurs reprises à nos interlocuteurs. Puisse cette demande être exaucée un jour !

Les collaborations scientifiques

JPD – En 2002, nous avons lancé avec la sous-direction de l'archéologie et le CNRS, les actions collectives de recherche (ACR), qui réunissaient les différentes institutions de recherche et étaient assorties d'aides financières pour encourager un certain nombre de projets pluri-institutionnels. Où en êtes-vous ?

JPJ – Nous venons de signer une nouvelle convention-cadre avec le CNRS, qui prévoit des échanges de chercheurs entre le CNRS et l'Inrap, de façon à faciliter la porosité entre nos institutions. On pourra avoir des archéologues du CNRS sur nos fouilles et des archéologues de l'Inrap sur des chantiers CNRS. Nous sommes très présents dans 25 unités mixtes de recherche, et dans une

vingtaine d'universités, parfois avec une très forte implication dans la formation des étudiants. Par ailleurs, actuellement, 7 archéologues de l'Inrap travaillent dans des SRA et nous aimerions que des archéologues de l'État puissent venir à l'Inrap ; en dehors de périodes de stages. Évidemment, ceci en chagrine quelques-uns qui croient, bien à tort, que l'Inrap est alors juge et partie. Sans compter des conventions scientifiques et culturelles avec le musée du Louvre, le musée du quai Branly, la Cité de l'architecture et du patrimoine, l'École du Louvre et l'École du patrimoine par exemple. Un des objectifs de ces conventions est notamment de mieux former les étudiants à l'archéologie préventive, quelle que soit leur fonction ensuite. Nous avons besoin de partenaires qualifiés à l'avenir pour pouvoir faire de la recherche dans de bonnes conditions.

Les enquêtes nationales

JPJ – Les enquêtes nationales rassemblent la communauté scientifique, pour réunir et synthétiser l'ensemble de l'information autour d'un thème. Cela permet de faire collaborer des chercheurs parfois très éloignés géographiquement et de faire se rencontrer des traditions qui s'ignorent. C'est un des outils majeurs dont nous nous sommes dotés pour mettre en œuvre nos missions de recherche.

Les collaborations internationales

JPD – À partir de 2002, nous avons noué des relations internationales avec un certain nombre de pays pour favoriser les échanges de savoir-faire, les accueils de chercheurs, en France notamment, avec le Cambodge, l'Algérie, le Maroc, la Chine, la Russie, l'Albanie... car l'expérience et les méthodes de l'Inrap y sont enviées.

JPJ – En effet, partout où je suis allé à l'étranger, l'institut est connu et

reconnu². Nous sommes de plus en plus sollicités. Ce qui est important, sur le plan de la recherche, outre le fait de mieux connaître les sites où nous intervenons, c'est aussi de croiser les pratiques et de faire bénéficier les archéologues de l'Inrap d'expériences et de compétences nouvelles, dans des champs différents de ceux de l'archéologie nationale, avec des effets très féconds en retour pour nos recherches en France. C'est particulièrement vrai pour le Paléolithique ou le Néolithique. On peut citer par exemple la réception de travaux de Vincent Mourre sur la retouche par pression à Blombos Cave ou ceux de Laurent Bruxelles à Sterkfontein, en Afrique du Sud.

Le développement de la concurrence

JPD – Ce qui est envié en Italie ou en Espagne, par exemple, c'est le fait que l'Inrap soit un institut national, qui déploie une politique de diffusion et de mise en relation des données. En Espagne notamment – qui a signé la convention de Malte –, les fouilles se déroulent mais les données ne sont même pas connues de la communauté archéologique ; on y a souvent affaire à une archéologie « alibi », qui a pour seule fonction de libérer les terrains.

JPJ – De surcroît, en Espagne, il y a un tas de petites structures qui font faillite à cause de la crise, ce qui induit une perte considérable de compétences et de données. À telle enseigne que le gouvernement espagnol envisage la création d'un institut national pour corriger ce désastre. Quant à l'archéologie préventive en Grande-Bretagne, où règne le libéralisme le plus dérégulé, elle est complètement sinistrée !

JPD – De fait, plusieurs centaines d'archéologues anglais d'entreprises

² Cf. « Archéologie sans frontières », *Archéopages* hors-série n° 2, 2010.

privées se sont retrouvés au chômage : cela pose non seulement des problèmes sociaux mais cela a aussi de graves conséquences scientifiques, car la documentation des sites est éparpillée, sinon définitivement perdue. Et dans les pays où il y a différents intervenants, notamment en entreprises privées, ce ne sont pas forcément les meilleurs spécialistes qui sont choisis pour fouiller dans une région donnée : certains sites sont fouillés successivement, par des intervenants différents, avec une incohérence dans les méthodes et la documentation aboutissant à une absence de publication³.

JPJ – Dans le même ordre d'idées, on peut hélas citer le cloître Saint-Trophime en Arles, où l'Inrap a fait un diagnostic, une expertise scientifique détaillée à la demande du SRA. On y a mis au jour une galerie complète et un quart du jardin du cloître. Il y a eu un appel d'offres pour la fouille proprement dite et c'est un autre opérateur qui a été choisi. Juridiquement, c'est inattaquable, mais où est la cohérence scientifique ? On assiste à peu près à la même situation avec la synagogue médiévale de Montpellier.

JPD – Normalement, la loi prévoit que l'Inrap soit destinataire de tous les rapports de fouille qu'ils émanent des services de collectivités territoriales ou des opérateurs privés, précisément pour permettre les travaux de synthèse et la diffusion des données scientifiques.

JPJ – La loi le prévoit et nous nous y attelons mais, dans la pratique, il est très difficile d'obtenir ces documents et cela obère gravement le développement de la recherche. Il faut rappeler que l'Inrap n'est pas un opérateur parmi d'autres et

³ Cf. *Archaeology and the Global Economic Crisis. Multiple Impacts, Possible Solutions*, Nathan Schlanger et Kenneth Aitchison (ed.), ACE-Culture Lab Éditions, 2010. <http://ace.archaeology.eu/fichiers/25Archaeology-and-the-crisis.pdf>

que la loi lui a confié d'autres missions que celle de réaliser des fouilles.

JPD – En situation de concurrence, il n'est pas surprenant que, les opérateurs rechignent à faire circuler les rapports de fouille... Précisément pour cette raison, lorsque la loi de 2003 a été préparée, elle prévoyait un certain nombre de garde-fous pour éviter le risque d'éparpillement de l'information. Il faut que l'État les mette en œuvre. En outre, la concurrence ne peut fonctionner correctement que s'il y a un contrôle de la qualité scientifique et des méthodes, mais aujourd'hui les services régionaux de l'archéologie sont trop squelettiques, situation que tu dénonces toi aussi, pour être suffisamment efficaces. J'ai d'ailleurs un peu de mal à comprendre le jeu que jouent certaines Drac avec la concurrence, il est vrai, parfois encouragées par les préfets. Cela pouvait se comprendre au début de l'application de la loi de 2003, mais certaines postures sont aujourd'hui particulièrement nuisibles, non seulement pour l'Inrap, mais pour l'archéologie en général. Ainsi, on a constaté que des agréments étaient donnés sans toutes les garanties nécessaires, que des opérateurs étaient retenus alors que le responsable d'opération dirigeait deux fouilles en parallèle, dont une à l'étranger, ou plus grave encore, que des fouilles étaient massacrées sur le plan méthodologique... Il y a là un sérieux problème, probablement en partie structurel, sur lequel j'ai eu l'occasion de m'exprimer⁴.

JPJ – Pour ma part, il me semble nécessaire que la concurrence soit loyale,

⁴ Cf. « Perspectives pour l'archéologie en France », in *La fabrique de l'archéologie en France*, La Découverte-Inrap, 2009 ; et « Nouveaux moyens, nouveaux financements, nouvelles problématiques en archéologie », conférence prononcée au Collège de France le 14 octobre 2010, <http://conferences-cdf.revues.org/329>

ce qui n'est pas toujours, hélas, le cas, les standards d'exigence scientifique, la structure des coûts et les pratiques sociales n'étant pas identiques. Parfois, même, on note que ne sont pas répercutés dans les devis des coûts pris en charge par d'autres structures... Cela pose la question de la régulation, au sens économique du terme, du système car l'impact de la concurrence pour l'Inrap est de plus en plus important. Or il me semble que cette régulation ne peut plus reposer aujourd'hui sur le seul critère scientifique et qu'il faut examiner les conditions sociales, économiques, environnementales d'intervention, mais tout ce qui relève de la politique de prévention, en termes d'hygiène et de sécurité. Il y a urgence !

La recherche et ses méthodes

JPJ – Les avancées méthodologiques se sont beaucoup faites grâce à une mécanisation de grande qualité et d'une précision extraordinaire. Les systèmes d'information géographique apportent aussi une facilitation des relevés et une nouvelle appréhension de la masse des données collectées. Par ailleurs, nous expérimentons des drones capables de faire des relevés numériques qui permettront de gagner un temps précieux pour ne pas allonger les délais d'intervention. Cela pose le problème récurrent de ce que doit être la prescription de la part de l'État. Il ne faut pas qu'en déterminant des principes méthodologiques, elle muselle les capacités d'innovation en termes de techniques et de méthodes.

JPD – Effectivement, la mécanisation a constitué une révolution dans les années 1970 et il ne faut pas que cet élan s'arrête. Ces méthodes ont permis le développement d'une archéologie spatiale et territoriale, l'étude de sites sur de très grandes surfaces qui a transformé complètement la vision de nombreuses périodes. Et dans le domaine du paléoenvironnement, le fait de suivre des tracés linéaires qui sont des transects

à travers le paysage, a permis d'approcher beaucoup plus finement les fluctuations climatiques, les phénomènes de dégradation des sols, des occupations, etc.

JPJ – L'exposition sur les Gaulois, que nous avons coproduite avec la Cité des sciences et de l'industrie⁵, montre toutes les avancées de la connaissance sur la Gaule, dont on ne connaissait bien que les *oppida*. Les premières fermes « indigènes » n'ont été découvertes qu'il y a quelques décennies. Dans le même ordre d'idées, dans les dernières années, on a découvert un chapelet de bâtiments paléochrétiens... C'est très important : on met au jour trois ou quatre nouveaux baptistères et cela redessine complètement la mise en place des grands évêchés à la fin de l'Empire et le développement de la chrétienté au haut Moyen Âge.

L'évolution de la prescription

JPD – Il me semble que l'État doit réfléchir à la notion de prescription parce que de celle-ci découle la recherche.

JPJ – C'est d'ailleurs une réflexion d'actualité et le ministère de la Culture s'en est emparé et nous nous en réjouissons. Il faut en effet reposer la question : Qu'est-ce que c'est qu'une prescription ? Pourquoi prescrit-on ? Où et pour quel objectif ? Dans les années 1980, la prescription était fondée certes sur l'intérêt du site, mais aussi sur la solvabilité des aménageurs car le prescripteur était aussi le négociateur. Avec la loi de 2001, puis de 2003, il y a eu une déconnexion totale. Il faut arriver à intégrer tous les résultats des enquêtes nationales à une réflexion plus globale du CNRA pour déterminer des priorités à

même d'orienter les choix : on n'a jamais et on ne pourra jamais tout fouiller ! Et puis, il faut se poser la question du contenu de la prescription : si bien entendu une prescription repose sur des objectifs, doit-elle aller jusqu'aux moyens ? Je ne le pense pas et la direction générale des patrimoines partage ce sentiment car sinon, la concurrence ne peut se faire que sur le prix, et alors, c'est le « moins disant » qui l'emporte presque toujours. Le ministère de la Culture a ainsi entamé un important travail de clarification auquel je suis particulièrement attentif. Nous devons parvenir à un consensus sur ce sujet entre tous les acteurs, et rapidement au regard des enjeux.

L'avenir de l'Inrap

JPD – L'Inrap connaît encore beaucoup de difficultés, mais avec le recul, je suis frappé par les progrès accomplis, en interne en termes de structuration, et en externe vis-à-vis de la communauté scientifique, des aménageurs et du public. Il y a eu un véritable désenclavement de l'archéologie préventive. On le mesure bien à travers le succès de l'exposition de la Cité des sciences ou des Journées de l'Archéologie. S'il y a cette demande sociale, c'est parce que l'archéologie permet aux gens de réfléchir sur leur propre société, en replaçant cette réflexion dans la longue durée, mais encore fallait-il leur donner les outils pour s'approprier cette connaissance.

JPJ – Pour ma part, je suis frappé par le développement du travail scientifique et par le nombre des publications des archéologues de l'Inrap. Le rapport entre le temps de recherche et le nombre de publications est extrêmement favorable : trois publications dans des revues de bon niveau pour un équivalent temps plein ; c'est le même ratio que le CNRS. Par ailleurs, nous avons concrétisé le projet de collection scientifique – les deux premiers volumes de « Recherches archéologiques » viennent de paraître

⁵ « Gaulois, une expo renversante », 19 octobre 2011 – 2 septembre 2012. *Qui étaient les Gaulois ?*, sous la direction de François Malrain et Matthieu Poux, La Martinière-Universcience éditions, 2011

et la collection va atteindre le rythme de quatre ouvrages par an – sans évoquer le succès en librairie des collections de très bonne vulgarisation que tu avais lancées. Dans les années à venir, il faut que l’Inrap soit reconnu dans le paysage de la recherche comme un « organisme de recherche » à part entière et qu’il ne soit plus contesté dans le paysage politique, et là, il y a encore beaucoup de progrès à accomplir... C’est une entreprise que tu as commencée, c’est un combat que je poursuis.

JPD – Il me semble aussi que l’Inrap doit renforcer la diffusion pour améliorer la perception de l’archéologie par la population et par les aménageurs. Cela étant, le paramètre archéologique est de mieux en mieux pris en compte par les aménageurs, qui ont progressivement intégré les contraintes et les avantages de l’archéologie préventive.

JPJ – Une des conditions, c’est la consolidation financière de l’institut. Nous avons beaucoup progressé ces derniers mois avec – enfin ! – la recapitalisation de l’institut. 2012 et 2013 devraient être des années décisives avec le rodage de la nouvelle redevance. Évidemment, si l’Inrap bénéficie d’une meilleure santé financière, nos efforts seront plus orientés sur la recherche et la valorisation que sur la consolidation de la gestion, qui était un préalable essentiel. La signature avec l’État du premier contrat de performance de

l’institut pour la période 2011-2013 est, de ce point de vue, une étape essentielle.

JPD – Après avoir suscité un important travail collectif, qui a abouti au projet d’établissement de 2004, Nicole Pot avait beaucoup travaillé à un premier contrat de performance, sans parvenir à le signer avec l’État... Ce nouveau contrat marque donc un progrès important. Mais avec cette nouvelle RAP, amoindrie au dernier moment par le Parlement, vous vous retrouvez un peu dans la situation de 2002, sans très bien savoir où vous allez financièrement... C’est un peu désolant qu’à nouveau il manque un petit rien. Ce qui fait que, à chaque fois que le sujet revient au Parlement ou ailleurs, on entend : « Ah, c’est encore l’Inrap ! » Pourtant, par rapport au début des années 2000, vous n’êtes plus très loin du but.

JPJ – En effet, il faut arriver à entrer dans la (relative) quiétude du fonctionnement d’une structure de recherche normale. Mais nous en approchons progressivement. L’Inrap est déjà une référence en matière d’archéologie préventive en Europe et c’est un préalable pour que les hommes politiques nous adoptent définitivement.

Propos recueillis par Paul Salmona le 12 février 2012.